

**« LA FRANCE ET LA REPUBLIQUE
FACE A LA RADICALISATION »**

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
<i>« Quelle politique de contre-radicalisation en France ? »</i> par M. Pierre Conesa, Membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, Maître de conférences à Sciences Po et à l'ENA, ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense, auteur du rapport <i>« Quelle politique de contre-radicalisation en France ? »</i> pour la Fondation d'aide aux victimes du terrorisme (décembre 2014)	7
<i>« La radicalisation en prison »</i> par Mme Ouisa Kies, sociologue (EHESS) et chef de projet à la direction de l'administration pénitentiaire	16
<i>« Bribes d'un itinéraire au cœur de l'islam en France »</i> par M. Farid Abdelkrim, auteur de <i>« Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste »</i> (Les Points Sur Les I, Février 2015)	21
<i>« La refondation de la pensée islamique »</i> par M. Ghaleb Bencheikh, auteur avec Antoine Sfeir de <i>« Lettre ouverte aux islamistes »</i> (Bayard, 2008)	25
<i>« Bien poser le problème pour le résoudre »</i> Par M. Jean-Pierre Chevènement	32
Débat final.....	39

Mesdames, Messieurs, chers amis, nous allons ouvrir les travaux de ce colloque consacré au problème de la radicalisation dont l'organisateur, à qui je vais donner la parole, est Pierre Conesa, membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica, maître de conférences à Sciences Po et à l'ENA, ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense. Il est l'auteur d'un rapport : « Quelle politique de contre-radicalisation en France ? » pour la Fondation d'aide aux victimes du terrorisme¹. Nous écouterons ensuite Mme Ouisa Kies, sociologue, rattachée à un laboratoire de l'EHESS, chef de projet dans la recherche-action « détection et prise en charge des détenus radicalisés », que je remercie d'avoir répondu à notre invitation. M. Farid Abdelkrim, auteur d'un livre intitulé « Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste »² lui succédera. Enfin, nous entendrons M. Ghaleb Bencheikh, qui anime l'émission « Islam » le dimanche matin sur France 2, auteur avec Antoine Sfeir d'un livre intitulé « Lettre ouverte aux islamistes »³. Sans prétendre conclure les travaux, je poserai alors quelques questions et définirai l'approche qui me paraît devoir être celle des pouvoirs publics face à ce problème infiniment complexe mais dont on peut parfaitement prendre la mesure dans l'espace et dans le temps et auquel nous devons savoir faire face avec lucidité et sang-froid.

Je donne la parole à Pierre Conesa.

¹ <http://www.favt.fr/actualites/etude-quelle-politique-de-contre-radicalisation-en-france.html>

² *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste*, Farid Abdelkrim, éd. Les Points Sur Les I, Février 2015.

³ *Lettre ouverte aux islamistes*, Ghaleb Bencheikh et Antoine Sfeir, éd. Bayard, 2008

Quelle politique de contre-radicalisation en France ?

Merci, Monsieur le président.

J'essaierai de résumer devant vous un travail que j'ai mené au cours de l'année 2014. Cette étude, intitulée « Quelle politique de contre-radicalisation en France ? », est née au printemps 2014 d'une rencontre entre M. Valls et l'AFVT (Association française des victimes du terrorisme), au cours de laquelle on s'étonnait qu'un pays comme la France n'ait pas de politique de contre-radicalisation. C'est cette fondation privée qui s'est chargée de financer cette étude.

Plusieurs pays démocratiques, Grande-Bretagne, Hollande, Danemark etc., ont développé une politique de contre-radicalisation. J'entends par radicalisation la légitimation ou le passage à l'acte violent, non le fondamentalisme, non une pratique intégriste de la religion. Mais les excellents résultats de la police française ayant limité considérablement les risques d'attentats terroristes, la République se satisfaisait de cette absence de politique au-delà de la composante policière.

Mon rapport a été déposé mi-décembre, à l'approche des fêtes, dans l'indifférence générale. Vous connaissez la suite. Cette question est subitement devenue grave et urgente à la suite des attentats de janvier.

Ce petit retour en arrière est indispensable pour comprendre comment se formalise le débat sur la politique de contre-radicalisation.

J'entends par politique de contre-radicalisation la politique en amont. Ce n'est pas la politique pénale, ce n'est pas la politique de déradicalisation, c'est la politique générale qu'un État doit mener pour empêcher que certains de ses citoyens ne basculent dans une forme d'action violente.

La France est le pays qui a les communautés juive, arménienne et musulmane les plus importantes, ce qui lui interdit d'avoir une politique communautariste. Les leçons que prétendent nous donner certains pays anglo-saxons, en particulier par les États-Unis qui ont 1 % de musulmans (dont 50 % de convertis), sont sans objet pour une République comme la France où il est impossible de construire un système à l'anglaise.

La radicalisation par la légitimation ou le passage à l'acte violent est un phénomène qui touche aujourd'hui une grande partie des activités humaines

dans les sociétés développées. On observe un radicalisme d'extrême gauche, avec les *Black Blocs*, par exemple, un radicalisme d'extrême droite, notamment dans les pays scandinaves, et un radicalisme religieux. C'est celui sur lequel je vais m'attarder un peu plus. Il touche toutes les grandes religions. Le néo-évangélisme américain qui entourait Georges Bush est fondamentalement un radicalisme violent, mais, disposant des moyens de l'État, il apparaît comme légal. C'est en effet un comportement, une posture dans le rapport à l'autre, qui utilise les moyens étatiques de la violence. De la même façon il y a un radicalisme juif que l'on observe surtout dans les colonies.

Évidemment, le radicalisme musulman nous intéresse plus particulièrement. J'ai cherché à discerner les caractéristiques essentielles de cette forme de radicalisme.

D'abord, la matrice idéologique, que je considère comme responsable de cette radicalisation, est à mon sens le salafisme, une pratique du culte qui trouve ses origines dans le wahhabisme saoudien et s'est développée en grande partie à l'initiative de Riyad, qui distribue beaucoup d'argent, implémente de nombreuses mosquées, en particulier dans l'Afrique subsaharienne, et envoie un peu partout des imams aux discours et aux pratiques extrêmement radicaux, allant jusqu'à un racisme assez étonnant et un antisémitisme déclaré.

Ce salafisme a trois caractéristiques :

D'abord ce n'est pas une pratique religieuse mais une pratique politico-religieuse. Les salafistes, se considérant en effet comme les imitateurs des grands compagnons du Prophète, estiment être les meilleurs musulmans donc les seuls légitimes à parler au nom de la communauté. Ils s'auto-mandatent pour parler au nom de la communauté et leur pratique de contestation de la loi républicaine vise continuellement un clivage entre la composante musulmane française et le reste de la société française. Une forme de revendication se déplace indéfiniment, depuis le voile jusqu'à la burqa en passant par les cuillers utilisées pour servir la nourriture halal aux enfants dans les cantines. Il serait erroné de considérer que c'est une pratique religieuse parce que les radicalismes fonctionnent généralement en miroir. Comment expliquer qu'on identifie la montée du Front national comme un problème politique alors qu'on ne s'interroge pas sur la montée du salafisme en tant que problème politique ? En le

classifiant comme pratique religieuse, on considère que la République n'a pas à se prononcer sur le sujet. Or il s'agit bien d'une pratique politico-religieuse.

La deuxième caractéristique de cette mouvance est la pratique sectaire, déjà étudiée ailleurs. On y retrouve tous les éléments qui caractérisent les sectes de l'Apocalypse, notamment l'annonce de la fin du monde prochaine (thématique qu'on retrouve chez les témoins de Jéhovah, les mormons etc.). Mais cette thématique de l'Apocalypse y a trouvé une nouvelle dynamique avec la guerre en Syrie, censée donner raison à une des prophéties de Mahomet selon laquelle le retour de la bataille finale du bien contre le mal, la bataille de l'Armageddon, se passerait sur le territoire de la Syrie, dans la terre de Cham. Comme ailleurs, on donne une explication totale du monde, qui prend le fidèle en main dans toutes ses pratiques quotidiennes et lui donne le sentiment qu'il accède à l'élite des « élus » qui ont compris le sens véritable du monde, le tout appuyé sur une théorie du complot où chacun des éléments vient parfaitement s'imbriquer dans les autres. Cette idéologie totalitaire est une idéologie de la rupture, y compris, dans certains cas, avec les parents qui n'ont pas compris le sens véritable du message de l'islam ni la pratique la plus à même d'éviter le Jugement dernier.

La troisième caractéristique de cette mouvance radicale est son extraordinaire résonance aux questions internationales. C'est ce qui la distingue d'autres radicalisations. Ni les témoins de Jéhovah ni Moon ne s'intéressent à ce qui se passe à l'autre bout de la planète mais la mouvance radicale musulmane est fondamentalement ancrée dans une géopolitique internationale. Toute la thématique de la mobilisation, en particulier chez les convertis, porte sur l'injustice du monde et sur la politique extérieure des Occidentaux dont les musulmans sont les principales victimes. Un glissement s'est opéré de l'idéologie tiers-mondiste des années 1980 vers la défense des populations les plus opprimées, c'est-à-dire les musulmans. Nous sommes donc face à un phénomène qui s'inscrit dans les réalités sociales que nous vivons aujourd'hui. Avec le phénomène particulier des convertis, c'est à mon avis ce qui fait la caractéristique sociologique de cette forme de radicalisation.

J'ai été frappé quand j'ai fait cette étude par l'extraordinaire mobilisation des élites de culture musulmane, de sensibilité musulmane, de pratique musulmane, contre la radicalisation.

Cette mobilisation n'est pas le fait des structures, ce n'est pas le CFCM qui en a pris la direction, mais elle résulte des initiatives locales, des présidents

d'associations, des imams, des intellectuels, qui tous s'interrogent sur la thématique : Comment expliquer la radicalisation ? Comment la combattre ? Cela s'appuie sur un argumentaire parfaitement construit : Nous sommes le réseau d'alerte avancée, c'est nous qui connaissons le milieu, les lieux de radicalisation, c'est nous qui côtoyons les familles qui s'inquiètent parce qu'un de leurs enfants est en train de se radicaliser... C'est un aspect extrêmement important pour la détection et la compréhension sociologique du phénomène. D'autre part, le discours théologique de contre-radicalisation ne peut émaner que des théologiens musulmans. Le ministère de l'Intérieur n'est pas habilité à faire un discours théologique sur le sujet !

Cette mobilisation pose un problème tant politique que social : Comment la prendre en compte ? Comment l'associer ? La réaction française, la mobilisation et la réorganisation administrative, a commencé avant les attentats, avec le phénomène des départs en Syrie. En juin 2014, cette femme qui a perdu deux de ses enfants en Syrie et a créé l'association « Syrien ne bouge agissons »⁴, avait déclaré lors d'une conférence de presse n'avoir trouvé aucun interlocuteur institutionnel. Le commissariat, le Palais de justice, la préfecture s'étaient tout à tour déclarés incompétents face à ses demandes. Le Ministre de l'intérieur avait alors répondu par une organisation assise sur les préfectures avec un « numéro vert » permettant de signaler les cas et de déclencher les moyens fournis par l'État : psychologues, travailleurs sociaux, théologiens etc.

Le système français diffère des autres systèmes démocratiques où les programmes de contre-radicalisation sont nés à la suite d'un traumatisme (attentats de Londres, assassinat de Théo Van Gogh, caricatures au Danemark...) et ont d'abord consisté en une prise de parole politique. Dans ces pays, l'organisation s'est appuyée sur les mairies, et pas sur les préfectures. En effet le maire est celui qui connaît le mieux le tissu social sur lequel il a à travailler. D'autre part la préfecture est teintée par l'ombre du ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire par une composante policière qui fait que des parents qui s'inquiètent pour un enfant peuvent avoir une réticence à le signaler. Enfin c'est l'État qui est fournisseur de moyens, selon la nature du cas détecté. L'organisation française est donc restée relativement régaliennne et beaucoup moins décentralisée qu'elle ne l'était ailleurs. Et cette communauté fortement mobilisée se retrouve face à un bureau des cultes à la mainmise du ministère de

⁴ <http://syriennebougeagissons.com/>

l'Intérieur. Je pense que le bureau des cultes devrait être déplacé, de préférence à Matignon, pour être séparé de la composante répressive qui, certes, a fait l'efficacité du système.

L'autre aspect qui me paraît important est la parole politique. La mobilisation que j'ai constatée est le fait de gens intégrés dans la société française. Nous ne sommes plus à l'époque de l'islam des caves et des garages. Aujourd'hui, en France, on inaugure un ou deux lieux de culte musulman par semaine. L'intégration des classes moyennes de culture musulmane dans la société française s'est faite par la discrétion. À tous les niveaux socio-professionnels, la présence des Français de confession musulmane s'est banalisée. Une personne que j'interrogeais sur l'origine de sa famille m'a répondu : « Je suis née à Pantin. », me renvoyant ma question : Pourquoi le regard autorise-t-il à demander à quelqu'un s'il est d'origine maghrébine ou de culture musulmane ? Ce changement de regard est extrêmement important. Ce mode d'intégration silencieuse de gens qui ne demandaient pas la différence mais l'indifférence rend la communication difficile. Et tous les séminaires de réflexion dont j'ai parlé ont eu du mal à accéder au débat social. Les récents attentats ont permis à beaucoup de ces gens d'accéder aux médias et de participer de manière beaucoup plus évidente à la discussion d'ensemble. J'insiste sur la parole politique parce que cette communauté ne considère pas qu'elle est représentée par le CFCM. Il y a des musulmans qui se disent laïques. L'expression « musulman laïque » (comme l'expression « chrétien laïque »), qui peut paraître antinomique, désigne une réalité. Notre regard sur cette « communauté » est fondamental. Loin de l'image que donnent, d'un côté le CFCM avec ses querelles internes entre les Algériens, les Marocains, les Tunisiens etc., de l'autre les salafistes-djihadistes, il faut regarder les Français de culture ou de confession musulmane comme une composante de la société comprenant des intellectuels, des chercheurs, des cadres etc., bref des citoyens français qui, témoignant d'une intégration réussie, contribuent à effacer tout sentiment de stigmatisation. Désigner le salafisme comme la pratique de l'islam la plus antirépublicaine dans ses fondements est une manière de distinguer cette pratique des autres (malékisme, soufisme etc.) pour la raison que c'est celle qui conteste continuellement les pratiques républicaines. Bien sûr, il serait plus légitime qu'un tel discours théologique émane de la communauté elle-même, de ses théologiens, plutôt que du ministère de l'Intérieur.

La politique extérieure française contribue largement à la mobilisation.

L'*hubris* guerrière qui a envahi les Occidentaux depuis le 11 septembre 2001 a fait que nous sommes restés en Afghanistan plus longtemps que les Soviétiques et, avec le même effort de défense, en étant dans la guerre au Pakistan. Tout cela pour aboutir au résultat que l'on sait... qu'on ne peut qualifier de grande réussite.

En Libye, la situation est tellement grave que même BHL n'y va plus.

L'intervention au Mali était indispensable mais encore y fallait-il une conditionnalité politique qui n'a pas été mise en œuvre dès le début. Si les Touaregs sont en situation insurrectionnelle depuis vingt ans, c'est parce qu'ils n'ont jamais touché les aides internationales qui leur avaient été accordées en raison de la sécheresse dans la région sahélienne. Dans certains pays d'Afrique, si on ne commence pas par poser le postulat de l'anti-corruption avant de commencer l'action militaire, on est sûr du résultat final. Nous constatons d'ailleurs que nous sommes passés d'une opération au Mali à une opération sur le Sahel.

Je laisse de côté la lutte contre l'État islamique. Combattre l'État islamique parce qu'il décapite, coupe les mains des voleurs, opprime les femmes, interdit les autres religions, pour défendre l'Arabie saoudite qui coupe les mains des voleurs, décapite, opprime les femmes et interdit les autres religions suscite l'incompréhension devant une telle schizophrénie diplomatique. S'il y avait des conditionnalités politiques à poser, il faudrait les mettre en œuvre.

J'ai regardé la composition de la force d'intervention aérienne en Irak. La France a trois fois plus d'avions que l'Arabie saoudite et les moyens du Danemark et de la Hollande cumulés égalent à peu près la force aérienne saoudienne qui intervient aujourd'hui en Irak... Cela révèle aux yeux de tous qu'on est à nouveau dans une logique de la croisade.

Cette *hubris* guerrière est à mon avis un des principaux facteurs de mobilisation de la radicalisation salafiste-djihadiste et tant qu'on ne procède pas à ce réexamen on n'y arrivera pas.

Les interventions militaires diverses coûtent à peu près deux milliards d'euros par an, en espérant que la situation en Ukraine ne se dégrade pas.

Ce volet international me paraît être le sujet le moins traité aujourd'hui. En effet, il n'y a pas de volonté de poser la question de cette mobilisation par sa légitimité. Un site salafiste fait observer que quelqu'un qui quitte sa famille et

ses proches pour aller défendre des victimes est considéré comme un héros mais, si on apprend qu'il est musulman, il est classé comme djihadiste. Autre argument : 2 000 morts à Gaza ne suscitent pas de réaction, quatre Occidentaux égorgés... on envoie l'armée. Ce sentiment de double standard est un des éléments importants de la mobilisation.

Parmi les réformes d'ensemble qui me paraissent absolument indispensables aujourd'hui figure celle du droit d'asile, conçu dans les années 50 pour accueillir des « défenseurs de la liberté ». En effet, beaucoup de pays européens avaient refusé l'entrée des Juifs persécutés par Hitler. Ensuite vint le problème de tous ceux qui cherchaient à fuir les régimes communistes. C'est pourquoi toute la jurisprudence avait été conçue sur la thématique des « combattants de la liberté ». Mais peut-on considérer que les gens qui étaient protégés dans le « Londonistan » de la belle époque anglaise étaient des combattants de la liberté ? J'ai quelques doutes sur le sujet. J'observe d'ailleurs que, bizarrement, les Anglais ont changé tout à coup de posture après que des attentats ont frappé Londres : il faut croire que la lecture des « combattants de la liberté » n'est pas aussi claire qu'on aurait pu le penser. Ces gens, quand ils sont eux-mêmes poursuivis dans leur propre pays, ne relèvent pas de la conception libérale du droit d'asile. J'insiste beaucoup sur ce sujet parce que les réseaux terroristes ne peuvent fonctionner que s'il y a entre les différents éléments du réseau des frontières qui paralysent l'action policière et judiciaire. Il faut donc une homogénéité du droit d'asile.

Je terminerai par une conclusion optimiste mais qui contribue à poser le débat.

Après le 11-septembre, aux États-Unis, je m'étais intéressé à ce que j'ai appelé « le marché de l'angoisse ». Quand une société est traumatisée par un événement brutal, comme l'avaient été les attentats du 11-septembre, la façon dont elle réagit est extrêmement importante pour comprendre quelle va être la suite. Après le 11-septembre, les thématiques de toutes les publications portaient sur la menace islamiste d'Al-Qaïda, Ben Laden, la pieuvre islamiste... tout le recyclage du vocabulaire de la guerre froide. En un an, 156 bouquins étaient sortis aux États-Unis sur ces thèmes (Ben Laden, Al-Qaïda etc.), soit dix par mois. Il n'y en avait eu que 65 à l'échelle de la francophonie.

Aujourd'hui, la demande de livres sur l'islam montre que la société française n'est pas dans une posture de crispation mais dans une démarche de compréhension, ce que je trouve d'excellent augure pour la suite. Cela dit, dans toutes les librairies, le rayon « islam » voisine avec le rayon « terrorisme » mais les deux rayons sont désormais séparés.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Conesa.

Avant de donner la parole à Mme Ouisa Kies, je voudrais, si vous le permettez, prendre la défense du ministère de l'Intérieur qui, me semble-t-il, n'a pas été très justement traité. Le ministère de l'Intérieur est la matrice dont procèdent tous les autres ministères, à l'exception de la Justice, de l'Armée, de la Marine. Il garde des attributions très importantes, non seulement l'administration des cultes mais également la tutelle des collectivités locales, l'administration de l'État, les préfets. C'est le ministère politique qui porte les textes devant le Parlement, à l'Assemblée, au Sénat. Donc, le ministère de l'Intérieur reste un ministère puissant auquel il vaut mieux avoir affaire quand on a des problèmes délicats à traiter plutôt que de passer par un ministère qui, sur son intitulé (social, culture...), est crédité de toutes les bonnes intentions, mais qui n'aura pas le bras aussi long. L'idée qu'il ne faut pas avoir affaire au ministère de l'Intérieur parce que c'est le ministère de la police part d'une mauvaise conception de la police. La police républicaine est là pour faire respecter la règle de droit et on peut, s'il y a lieu, lui faire passer des messages que d'autres ministères ne pourraient pas porter efficacement.

Bref, j'ai pris la défense la plus modeste possible qu'on pouvait demander d'exercer au bénéfice du prévenu...

Je me tourne vers Mme Ouisa Kies pour lui demander de parler des problèmes qui se posent dans les prisons et de la manière dont on peut les traiter.

La radicalisation en prison

Bonsoir à tous.

J'ai participé entre 2011 et 2013 à une étude sur le processus de radicalisation religieuse en prison dont le rapport a été rendu en janvier 2014. Cette étude avait été demandée par la direction de l'Administration pénitentiaire avant l'affaire Merah, bien avant les événements de janvier. Comme souvent, l'administration pénitentiaire avait fait appel à des chercheurs extérieurs, en l'occurrence Farhad Khosrokhavar, directeur de recherche, qui m'avait demandé de l'accompagner pendant deux ans pour étudier ce phénomène de radicalisation. La France, en matière de sciences sociales, avait pris du retard par rapport aux pays anglo-saxons, notamment aux États-Unis, à l'Angleterre et à d'autres pays européens pour comprendre le phénomène.

Nous sommes allés dans cinq prisons, dans différentes régions, cinq établissements très différents, des maisons d'arrêt, qui accueillent les courtes peines et les personnes en attente de jugement, et des centrales qui regroupent les longues peines (plus de dix ans et jusqu'à perpétuité). L'idée était de travailler sur la radicalisation religieuse et particulièrement – nous étions en 2011 – sur le radicalisme islamique. Il s'agissait avant tout d'adapter une méthodologie qu'on appelle en sociologie l'entretien semi-directif lors d'une enquête qualitative à travers des entretiens très longs, des récits de vies, avec les détenus dits « radicaux » qui arrivaient en prison parce qu'ils étaient passés à l'acte violent, donc condamnés ou en attente de jugement pour association de malfaiteurs en vue de commettre une action terroriste, ceux de la mouvance islamiste mais aussi les autres « radicaux » basques, corses, et un ancien d'Action directe en prison depuis une trentaine d'années. L'idée était de définir ce qu'on entendait par radicalisation. Nous avons aussi rencontré des détenus ciblés radicalisés par le personnel de l'administration pénitentiaire, c'est-à-dire des personnes arrivées en prison pour des faits de droit commun (délinquance, violence) sans lien avec le terrorisme. Nous avons rencontré des détenus musulmans qui s'opposaient complètement au discours des plus radicaux, mais pas seulement.

Nous avons rencontré ensuite des agents de l'administration pénitentiaire, des surveillants, des officiers de renseignement, des travailleurs sociaux, des

médecins, des psychologues, tous ceux qui interviennent de près ou de loin dans la détention, mais aussi les aumôniers musulmans et les autres aumôneries, juives, catholiques, témoins de Jéhovah etc., les visiteurs de prisons...

Nous souhaitions observer les évolutions depuis une première étude effectuée dix ans plus tôt par Farhad Khosrokhavar qui avait publié en 2004 un livre sur l'islam dans les prisons⁵ où il éclairait sur le fait que la religion musulmane était devenue la première religion carcérale. Comme au début des années 2000 et cela a posé problème puisque, juridiquement, on ne peut pas en France établir de statistiques ethniques. Or, en tant que chercheurs, nous avons un besoin d'estimation. Nous avons donc croisé différents chiffres : les personnes inscrites sur les listes de ramadan, ceux qui se déclarent musulmans en arrivant en prison etc.

Le premier constat est qu'il n'y a toujours pas suffisamment d'aumôniers musulmans, non pas pour lutter contre la radicalisation, mais simplement pour satisfaire au droit des détenus. Quand on est privé de liberté on garde la liberté de culte et l'État se doit de permettre à des aumôniers agréés d'intervenir en prison. Aujourd'hui ils sont 182 pour plus de 200 établissements pénitentiaires. Il y en a un peu plus depuis l'affaire Merah et les événements de janvier.

Pierre Conesa a parlé de l'amalgame entre radicalisation et fondamentalisme.

Une « grille de détection » a été mise en place à partir de 2008-2010, utilisée surtout par les surveillants mais aussi les travailleurs sociaux pour essayer de détecter les personnes censées se radicaliser en prison. Y figurent les signes extérieurs ostentatoires, notamment le port de la barbe qui n'est pas un signe de radicalisation. Ce qu'on entend par radicalisation c'est, comme le disait Pierre Conesa, le fait d'imposer par la force et la violence une idéologie politique ou religieuse.

Le fondamentalisme dont parlait Pierre Conesa, le salafisme, pose problème pour le vivre-ensemble, en prison comme dans la société, parce que c'est un repli communautaire. On estime en France à 15 000 ou 20 000 les salafistes dits piétistes, des fondamentalistes dont le quotidien est géré par une pratique religieuse très rigoriste – qu'on retrouve dans d'autres religions, chez les juifs

⁵ *L'Islam dans les prisons*, Farhad Khosrokhavar, éd. Balland, coll. « Voix et regards », Paris, 2004.

orthodoxes, les catholiques intégristes etc. – et dont toute la vie est tournée autour du religieux. En soi, ce n'est pas illégal. Cela pose problème en prison parce que ces personnes, se sentant extrêmement surveillées, éprouvent une frustration qui peut pousser certains d'entre eux à avoir un comportement haineux, voire dangereux, en détention ou à l'extérieur de la prison.

Il s'est avéré qu'en dix ans, entre la première étude de Farhad Khosrokhavar et cette deuxième étude⁶ dont le rapport a été rendu l'année dernière, il y a eu un changement de paradigme. Les radicaux, quelle que soit la mouvance, basque, islamiste ou autre, généralement en cellule individuelle, sont extrêmement surveillés. Comme ils ne peuvent pas avoir d'influence directe pour faire du prosélytisme, ils passent par ce qu'on appelle un « radicalisateur potentiel », c'est-à-dire un détenu qui n'est pas en prison pour terrorisme mais qui s'est radicalisé discrètement et qui va attirer d'autres détenus vers cette mouvance. Cela reste extrêmement minoritaire. Aujourd'hui, il y a moins de 200 personnes condamnées ou en attente de jugement pour association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste de mouvance islamiste et à l'époque, avant les retours de jeunes de Syrie, il y en avait beaucoup moins.

Les détenus les plus fragiles, ceux qu'on appelle les « indigents », qui n'ont pas de contact avec leur famille, pas de parloir, pas de mandat (pas d'argent dans la prison) sont souvent pris en charge par des détenus qui les accompagnent socialement et économiquement. À défaut de travailleurs sociaux, ce sont certains détenus qui financent le poste de télévision, qui cantinent, qui achètent la viande halal etc. C'est par une approche d'abord économique et sociale qu'ils essaient d'entraîner dans le groupe des individus plutôt fragiles.

Parmi ces sujets fragiles, dans tous les établissements dans lesquels nous sommes passés, nous avons observé une augmentation fulgurante du nombre de malades mentaux ces dernières années, jusqu'à un tiers dans certains établissements, selon les médecins. Ces malades, notamment des schizophrènes, arrivent en prison parce qu'ils sont passés à l'acte. Ceci est imputable à une politique publique qui a consisté à fermer des unités psychiatriques, privant certains malades de suivi. En détention, notamment dans les maisons d'arrêt, ils sont mélangés avec tous les profils qu'on peut rencontrer.

Par ailleurs il s'est avéré que les détenus condamnés à des courtes peines, petits délinquants, sont très sensibles au charisme des radicaux qui, quelle que

⁶ *La radicalisation*, Farhad Khosrokhavar, éd. MSH, déc. 2014.

soit la mouvance, basque, corse, islamiste, à l'instar des braqueurs des années 90, toujours très respectés, sont respectés, craints et admirés par la majorité des jeunes détenus.

Un député UMP a repris cette année les chiffres de Farhad Khosrokhavar sur le pourcentage de musulmans en prison, omettant de contextualiser ces 60 % qui ne concernent que certaines prisons, notamment des maisons d'arrêt. Seules les maisons d'arrêt connaissent la surpopulation carcérale, notamment autour des grandes villes comme Lyon, Lille, Paris, où le pourcentage de musulmans peut même dépasser 60 %. Dans les centrales, il n'y a absolument pas de surpopulation. L'islam n'est pas, en soi, le problème. Mais les musulmans, souvent issus de l'immigration, sont des classes défavorisées plutôt modestes, parquées dans certaines banlieues. C'est de là que vient une jeunesse qu'on retrouve effectivement en prison.

Le manque d'aumôniers amène les détenus les plus radicaux à prétendre que l'islam est méprisé : « Nous n'avons pas, comme les autres, catholiques, juifs etc., accès au culte et notamment à la prière collective du vendredi. L'administration ne fait pas ce qu'il faut ». Or l'administration tente depuis des années d'avoir des volontaires musulmans en prison. C'est l'institution religieuse elle-même, c'est-à-dire l'aumônerie musulmane, constituée en 2006, qui peine à trouver des volontaires musulmans pour venir en prison. On en trouve facilement dans les hôpitaux, beaucoup moins en prison. C'est un vrai problème. De plus, l'âge moyen de l'aumônerie musulmane (62 ans) – même si elle est plutôt jeune comparée à l'aumônerie catholique – fait qu'on retrouve le décalage avec l'islam traditionnel des parents. Or cette jeunesse qu'on trouve justement dans les prisons s'oppose complètement à cet islam traditionnel et se tourne vers une pratique rigoriste de type salafiste. Le retour au religieux, quelle que soit la confession, est très important dans tous les lieux d'enfermement. Mais cela dure le temps de la détention, à défaut de trouver d'autres activités, notamment dans les maisons d'arrêt où il y a très peu d'activités à cause de la surpopulation carcérale. L'absence de travail participe aussi à ce phénomène. Les détenus restent peu de temps dans les maisons d'arrêt, ils bougent souvent donc il y a très peu de travail et la seule offre est le religieux, le culte.

Les événements Merah ont eu lieu pendant notre étude. Il s'en est suivi des promesses, trente postes d'aumôniers sur deux ans, parce qu'on s'était rendu compte que Merah s'était potentiellement radicalisé en prison. Je pense que c'est tout un processus, un parcours, deux mois en prison ne suffisent pas à expliquer

la radicalisation. Il faut travailler davantage sur ces parcours. Il y eut ensuite l'affaire Nemouche (attentat de Bruxelles) puis les événements de janvier.

On regarde la prison comme si c'était le seul lieu de radicalisation. Certes, c'est un terreau fertile dans la mesure où elle regroupe la misère sociale avec des gens violents, des délinquants, des malades mentaux de plus en plus nombreux. Mais plus de 80 % des personnes qui sont en prison pour association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste liée à l'islam ne se sont pas radicalisées en prison. On se radicalise ailleurs, à l'école, dans le quartier, via Internet...

L'administration pénitentiaire a de bonnes pratiques malgré les faibles moyens et le manque d'effectifs global, en termes de surveillants, de médecins etc. Mais ils n'arrivent pas à travailler ensemble. Les médecins travaillent de leur côté, les travailleurs sociaux, les surveillants, du leur. Les préconisations étaient donc d'essayer de travailler en équipes pluridisciplinaires afin de détecter les radicalisables potentiels, non seulement sur des signes extérieurs mais aussi sur des parcours de vie.

Sur les 68 000 détenus, je pense que tous sont potentiellement radicalisables.

Jusque dans les années 90 le terrorisme venait de l'extérieur. Avec les départs en Syrie on s'est rendu compte que les jeunes des classes moyennes les plus aisées étaient touchées et un quart des 1 400 départs étaient le fait de jeunes convertis. C'est donc la politique de la jeunesse qui est à revoir. Dans les vingt ou trente dernières années, les gouvernements successifs n'ont pas réussi à mener une vraie politique sociale globale, notamment vers la jeunesse. On se rend compte que les jeunes n'arrivent pas du tout à se projeter dans l'avenir. Or, la question de l'utilité sociale est extrêmement importante et pas uniquement pour les jeunes de banlieue issus de l'immigration.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Madame, pour cet exposé passionnant. Je me tourne maintenant vers M. Farid Abdelkrim dont je rappelle qu'il est l'auteur d'un livre intitulé « *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste* ». Il va nous raconter cela.

Bribes d'un itinéraire au cœur de l'islam en France

Merci, bonsoir.

Je me présenterai en disant qui je ne suis pas. Je ne suis pas sociologue (j'ai commencé des études de sociologie mais je me suis arrêté en cours de route). Je ne suis pas un spécialiste des questions évoquées ce soir. Je ne suis pas un intellectuel. Je ne suis pas un penseur.

Je suis là parce que j'ai écrit un livre qui s'intitule « *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste* », sous-titré « *Itinéraire au cœur de l'islam en France* ». En réalité le sous-titre aurait pu être le titre et le titre le sous-titre.

Il paraît que mal nommer les choses c'est ajouter à la misère du monde. Ne pas les nommer du tout ne vaut peut-être pas mieux. J'ai voulu en écrivant ce livre raconter de l'intérieur ce qui a amené un jeune issu de l'immigration, né en France, non pratiquant (bien qu'issu d'une famille algérienne qui pratiquait l'islam dit traditionnel), à déraiper à un moment donné, à rompre avec l'institution scolaire, puis avec sa famille, avec la société en général pour devenir un véritable délinquant avant que, suite à un drame bouleversant, la mort d'un ami tué d'une balle en plein cœur par un gendarme auxiliaire en 1985⁷, il tente de trouver des réponses qu'il ne trouve nulle part en dehors de la religion musulmane.

En effet, à l'époque, j'avais besoin de faire le deuil et je n'en ai trouvé le moyen que dans la religion musulmane. Nous fréquentions alors un centre socio-culturel dans la ville de Nantes d'où je viens, et, au moment de la mort de Redouane, nous avons décidé de vider une pièce où nous avons posé un bout de moquette et un poste à cassettes et nous avons inscrit sur la porte : « Interdit d'entrer avec ses chaussures ». Nous faisons tourner le Coran en boucle, seule façon que nous avons trouvée de faire face à cet événement. Derrière cela il n'y avait aucun imam, aucun salafiste, aucun fondamentaliste. Nous n'étions même pas pratiquants, nous consommions des stupéfiants, nous buvions de l'alcool,

⁷ Le 21 mars 1985, Redouane Farhane, 32 ans, marocain, est tué d'une balle en plein cœur par un gendarme auxiliaire près de Nantes, alors qu'il tentait de fuir après un cambriolage.

nous sortions avec les filles, nous volions... c'est dire les bons musulmans que nous étions à l'époque !

De fil en aiguille, parce que j'ai besoin de trouver de la stabilité dans ma vie après cet événement qui m'a véritablement bouleversé, je vais trouver cet équilibre dans la religion musulmane. Je le fais presque seul.

À la maison, je suis un pratiquant clandestin. Je ne veux pas montrer à ma mère (mon père était mort quand j'étais en cinquième) que je suis devenu pratiquant, conscient que, sachant quel énergumène je suis, elle n'accordera pas le moindre crédit à ma démarche et je ne veux pas qu'elle se moque de moi et me sorte l'un de ses dictons favoris : « Il ne suffit pas de passer une nuit avec les batraciens pour se prendre pour une grenouille le lendemain ».

Donc je deviens ce musulman pratiquant et je vais changer « radicalement » d'existence. Je vais devenir quelqu'un de « *clean* », comme on le disait à l'époque. Du jour au lendemain je ne bois plus, je ne fume plus, je ne sors plus avec les filles, je ne vole plus, je ne dis plus de gros mots, je ne mens plus et, chose étrange, je me réconcilie avec les études parce qu'un bon musulman doit être un bon étudiant. Donc je vais fréquenter la mosquée de plus en plus souvent. C'est dans cette mosquée du quartier de Malakoff que je vais faire la connaissance des Frères musulmans, dont j'ignorais l'existence en France.

Un mot résume assez bien mon état d'esprit : c'est la fascination.

J'ai toujours aimé éprouver de la fascination, fascination d'enfant d'abord pour Bruce Lee, puis, surtout, pour un personnage de film (c'était ma culture, on ne lisait pas à la maison, je n'ai commencé à lire qu'en entrant en fac de sociologie), le rôle principal de « *Scarface* » de Brian de Palma, incarné par Al Pacino, Antonio Montana, Toni pour les intimes. Antonio Montana va me fasciner d'autant plus que je suis très complexé et frustré.

Lorsque je vais venir à l'islam, je vais trouver le pendant religieux, islamique, d'Antonio Montana en la personne d'Hassan el-Banna, un Egyptien qui a vécu au début du siècle dernier, fondateur de la confrérie des Frères musulmans, que je vais connaître uniquement à travers des discours car je n'ai pas accès à la littérature, ne lisant pas encore l'arabe littéraire. Cette fascination va me donner l'envie d'en être, sans oser espérer que ça puisse arriver un jour.

Et cela arrive. Je vais intégrer la confrérie des Frères musulmans, selon un rituel que je découvre : je vais prêter allégeance, m'engageant devant le Dieu tout puissant à pratiquer sa religion sans faute, à la transmettre à qui de droit, à

ne jamais faillir, à être obéissant et discipliné vis-à-vis de ma confrérie, de mon groupe, cela en prenant Dieu à témoin. J'ai à l'époque un peu plus d'une vingtaine d'années. Très rapidement, je reçois mission de transmettre cette religion aux jeunes issus de l'immigration qui ne parlent que le français.

Je voudrais qu'on comprenne ce qui a déterminé mon orientation après la mort de mon père, après la mort de Redouane, après ma conversion à l'islam. Je me trouvais devant un vide spirituel abyssal. J'étais en quête de sens mais, comme je le dis souvent, je n'avais pas le sens de la quête. Donc, faute de grives on mange des merles et comme je n'avais rien à me mettre sous la dent j'ai développé une sorte de boulimie militante. Ce militantisme a pris forme au sein de cette religion musulmane. Alors, j'ai mêlé la guerre d'Algérie, la colonisation, l'immigration, le racisme, la mort de Redouane, celle de mon père etc. C'était mon moteur, c'était mon carburant. C'est comme ça que j'ai fonctionné pendant des années et personne ne m'a dit que j'étais dans l'erreur. Je suis devenu un zéléteur acharné et j'ai commencé à parcourir la France en tenant des discours plus ou moins cohérents. Dans mon esprit le monde était façonné selon une perception binaire : « Nous » et « Eux ». « Eux », c'était l'Occident, la France. « Nous » désignait les détenteurs de la vérité, de la parole vraie, de l'islam.

Dans ce « nous » le « je » disparaît. Tout est conjugué à la première personne du pluriel, ce qui fait qu'on se débarrasse d'une partie de soi-même. Je cite un exemple : dans ma jeunesse, inspiré par Elvis Presley, je chantais dans un groupe de *rhythm and blues* et lorsque je me suis converti à l'islam, le changement fut si radical que j'ai même arrêté la musique parce que c'était illicite (une certaine lecture de l'islam interdit la musique). Je me souviens que les membres du groupe s'étonnaient : Comment une religion peut-elle interdire la musique ? J'ai donc laissé une partie de moi-même à l'entrée de l'islam. Farid n'existait plus ou il n'existait qu'à travers ce fameux « Nous ». C'est ainsi que se construit un monde de rupture dans lequel la forme s'oppose au fond. C'est bien souvent parce qu'on n'a pas de fond qu'on met le paquet sur la forme. Ce qui se développe aujourd'hui chez un certain nombre de jeunes vient de là : longue barbe, qamis, hijab, quand ce n'est pas assez niqab, quand ce n'est pas assez burqa... La place prise par la forme dans la pratique religieuse dénote une misère dans le fond lui-même.

En effet, partir en quête de Dieu est extrêmement compliqué, surtout quand on vit dans un pays où la « religion référente » n'est pas l'islam. On débarque

avec une religion venue avec les immigrés eux-mêmes. Comment parler de Dieu, du Dieu de l'islam ? Comment faire qu'il reste au centre des préoccupations de celui qui est en quête ?

Je me suis intéressé aux discours tenus dans les mosquées à la lumière de mes études de sociologie. Ces dix dernières années un phénomène assez extraordinaire s'est produit : Dieu a totalement disparu du discours pour laisser la place à « l'islam dit », « le Coran dit », « le Prophète dit », « tel savant dit ». C'est une tendance générale. On a beaucoup de mal à parler de Dieu. C'est pourquoi on verse dans une sorte de *normolâtrie*, d'adoration de la norme, la norme pour la norme. La forme et le fond : il faudrait pouvoir régler cette opposition. Vaste chantier que celui-là !

La fascination fonctionne toujours. Dans la scène finale de *Scarface*, Antonio Montana meurt les bras ouverts et demande à ce qu'on lui tire dessus et semble ne pas ressentir les balles. Cette scène m'a beaucoup marqué. En voyant un Coulibaly s'extraire de l'hyper casher et se faire arroser, la fascination saisit l'esprit de certains. Et la fiction devient réalité.

Quand j'étais islamiste, j'étais devenu un promoteur de cette approche de la religion par le biais du politique. Mais je suis en quête de cohérence depuis mon enfance et, avec les années, je me suis rendu compte que l'islamisme faisait beaucoup de mal à cette religion qu'est l'islam. L'islamisme dont je parle est celui des Frères musulmans, cette confrérie à laquelle j'ai adhéré. C'est pourquoi j'essaie de retrouver le sens de cette quête et je me suis séparé de cette idée loufoque selon laquelle on devrait transmettre à tout prix cette religion parce qu'elle serait l'unique vérité sur cette planète.

J'ai réussi à comprendre, à travers un certain nombre de rencontres, le monde dans lequel je vis, les règles qui régissent ce monde. Là je parle de la France, de la République laïque et de son histoire, qui a sa culture ou ses cultures. Je me raconte pour que ce récit puisse faire partie de cette histoire de France, parce que je suis devenu islamiste en France, pas en Algérie, ni en Égypte.

Après avoir quitté la confrérie des Frères musulmans, d'*islamiste* je suis devenu *humoriste*. Mes spectacles traitent de ces questions de manière humoristique. Cela fait grincer des dents, certains en perdent même parfois. J'ai la particularité de faire suivre mon spectacle d'un débat avec le public. Cela permet d'aborder des sujets qui pourraient fâcher de manière un peu plus sereine, les zygomatiques détendus. Je joue actuellement « *Le chemin de la*

gare ». J'organise en général les représentations avec des associations. Vous y êtes les bienvenus.

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Abdelkrim, nous vous avons écouté avec beaucoup d'attention car vous avez fait preuve de talent. Nous vous remercions de l'invitation à votre spectacle.

Après l'exposé de vos péchés, il faut donner la parole au miséricordieux. Je me tourne vers M. Bencheikh.

GHALEB BENCHEIKH

La refondation de la pensée islamique

Merci, Monsieur le président.

Notre nation a connu une terrible épreuve en début d'année civile. L'ignominie et le terrorisme abject ont frappé au cœur de Paris. Et nous ne pouvons pas nous contenter seulement de réprouver et de dénoncer ces actes qui nous révoltent et de condamner leurs auteurs, sans réserve, ni nous résoudre dans une résignation morose à subir la prochaine attaque...

D'ailleurs, qui dit dénoncer entraîne aussitôt qu'il faut annoncer : clamer haut et fort qu'aucune raison, si légitime soit-elle, ne saurait justifier le massacre des innocents et aucune cause, si noble soit-elle, ne prépose la terreur aveugle. Nous scandons jusqu'au rassassement ce que nous avons toujours proclamé : on ne peut pas et on ne doit pas se prévaloir d'un idéal religieux pour semer la haine et consacrer le ressentiment.

Or, des individus fanatisés affiliés à des groupes islamistes djihadistes ont décidé de déclencher une conflagration généralisée s'étalant sur un arc allant depuis le nord Nigéria jusqu'à l'Île de Jolo en passant par la corne africaine. Et, l'élément islamique y est franchement impliqué. Chaque jour que « Dieu fait », des dizaines de vies sont fauchées par une guerre menée au nom d'une certaine

idée de l'islam avec toutes les logorrhées dégénérées qui usurpent son vocabulaire et confisquent son champ sémantique, devenus anxiogènes. Les exactions qui sont commises nous scandalisent et offensent nos consciences. L'incendie ne semble pas fixé, bien au contraire, ses flammes voudraient nous atteindre en Europe et nous brûler, chez nous, en France.

Cette guerre réclame de nous tous, qui que nous soyons, hommes et femmes de bonne volonté, mais surtout de nous autres citoyens musulmans, de l'éteindre. Il est de notre responsabilité d'agir et de nous opposer à tout ce qui l'attise et l'entretient. Nous ne le faisons pas pour obéir à une quelconque injonction ni parce que nous sommes sommés de nous « désolidariser » de la bête immonde. Nous agissons de la sorte, avec dignité, mus que nous sommes par une très haute idée de l'humanité et de la fraternité.

Nous ne céderons jamais à la psychose. C'est une déclaration de résistance et d'insoumission face à la barbarie. C'est aussi notre attachement viscéral à la vie, à la paix et à la liberté. Et, tout comme l'enseigne l'Écclésiaste, il y a un temps pour tout, il y a un temps pour les actions sous le ciel, alors, après l'affliction et la torpeur, le temps de l'analyse doit se succéder à celui du panurgisme émotionnel. Ces dernières semaines, plusieurs décryptages de l'événement ont fait concurrence. Des lectures sociologisante, politique, géostratégique, psychologique, millénariste et théologique ont été présentées doctement. Et, tout en reconnaissant à chacune d'elles sa pertinence propre, nous affirmons qu'aucune n'est susceptible d'épuiser, à elle seule, un sujet si complexe. C'est pour cela qu'il faut plus de distanciation et de hauteur pour une vision panoptique des choses en séparant les variables et en distinguant les registres. Certes, il y a des facteurs endogènes propres aux contextes islamiques et des raisons intrinsèques qui sont venues les alimenter et les aggraver. Nous ne nous y appesantissons pas. Parce que le drame réside surtout dans le discours martial puisé dans la partie belligère du patrimoine religieux islamique – conforme à une conception du monde dépassée, propre à un temps éculé – qui n'a pas été déminéralisée ni dévitalisée.

Il est temps de reconnaître, dans la froideur d'esprit et la lucidité, les fêlures morales graves d'un discours religieux intolérant et les manquements à l'éthique de l'altérité confessionnelle qui perdurent depuis des lustres dans des communautés musulmanes ignares, déstructurées et crispées, repliées sur elles-mêmes. Des sermonnaires doctrinaires le profèrent pour « défendre » une

religion qu'ils dénaturent et avilissent. Plus que sa caducité ou son obsolescence, il est temps de le déclarer antihumaniste.

Au-delà des simples réformettes, par-delà le toilettage, plus qu'un *aggiornamento*, plus qu'un rafistolage qui s'apparentent tous à une cautérisation d'une jambe en bois, c'est à une refondation de la pensée théologique islamique qu'il faut en appeler, je ne cesse pour ma part, de le requérir et je m'étais égosillé à l'exprimer. En finir avec la « raison religieuse » et la « pensée magique », s'affranchir des représentations superstitieuses, se soustraire à l'argument d'autorité, déplacer les préoccupations de l'assise de la croyance vers les problématiques de l'objectivité de la connaissance, relèvent d'une nécessité impérieuse et d'un besoin vital. L'on n'aura plus à infantiliser des esprits ni à culpabiliser des consciences. Les chantiers sont titanesques et il faut les entreprendre d'urgence : le pluralisme, la laïcité, la désintrication de la politique d'avec la religion, l'égalité foncière et ontologique entre les êtres par-delà le genre, la liberté d'expression et de croyance, la garantie de pouvoir changer de croyance, la désacralisation de la violence, la démocratie et l'État de droit sont des réponses essentielles et des antidotes primordiaux exigés.

Ce n'est plus suffisant de clamer que ces crimes n'ont rien à voir avec l'islam. Le discours incantatoire ne règle rien et le discours imprécatoire ne fait jamais avancer les choses. Ce n'est plus possible de pérorer que l'islam c'est la paix, c'est l'hospitalité, c'est la générosité... c'est irresponsable et c'en est devenu insupportable. Occulter les raisons du mal laisse les plaies grandes ouvertes.

Bien que nous le croyions fondamentalement et que nous connaissions la magnanimité, la mansuétude et la miséricorde enseignées par sa version standard, où jamais l'assassinat n'est la mesure de l'offense ! C'est bien aussi une compréhension obscurantiste, passéiste, dévoyée et rétrograde d'une partie du patrimoine calcifié qui est la cause de tous nos maux. Et il faut tout de suite la dirimer. Nous ne voulons pas que la partie gangrène le tout. Les glaciations idéologiques nous ont amenés à cette tragédie généralisée. Nous devons les dégeler. La responsabilité nous commande de reconnaître l'abdication de la raison et la démission de l'esprit dans la scansion de l'antienne islamiste justifiée par une lecture biaisée d'une construction humaine sacralisée et garantie par « le divin ». Il est temps de sortir des enfermements doctrinaux et de s'émanciper des clôtures dogmatiques. L'historicité et l'inapplicabilité d'un certain nombre de textes du corpus religieux islamique sont d'évidence, une réalité objective.

Nous l'affirmons. Et nous en tirons les conséquences. L'ancrage dans la modernité ne saurait se faire sans une modernité intellectuelle fondée sur l'esprit critique. Je regrette que nous ne l'ayons pas fait dans notre pays, en France. Aucun colloque de grande envergure n'a pu se tenir, aucun symposium important n'a été organisé en vue de subsumer la violence « inhérente » à l'islam ; pas la moindre conférence sérieuse n'a été animée pour pourfendre les thèses islamistes radicales. Nous avons vécu sur la défaite de la pensée et l'abrasement de la réflexion. Il est vrai que la pusillanimité et la frilosité de nos « hiérarques » nous ont causé beaucoup de torts. Leur incurie organique nous laisse attendre, tétanisés, la dramatique séquence d'après. Or, face à la barbarie, il vaut mieux vivre peu, debout, digne et en phase avec ses convictions humanistes que de végéter longtemps en louvoyant, en étant complice, par l'inaction, de ce qu'on réprouve.

Le silence et la complaisance ont toujours été de discrets facteurs générateurs et amplificateurs des grandes tragédies.

Encore de nos jours, dans de nombreux pays, à populations majoritairement musulmanes, des régimes politiques sévissent sans aucune légitimité démocratique. Ils gouvernent en domestiquant la religion et en idéologisant la tradition. Ils manipulent la révélation pour des fins autres que spirituelles. Il leur arrive de participer à la coalition qui bombarde le prétendu « État islamique » alors que les criminels fous furieux du califat de la terreur appliquent leurs doctrines et soutiennent leurs thèses ! La monstruosité idéologique, dénommée Daesh, c'est le wahhâbisme en actes, rien d'autre. C'est le salafisme dans les faits, la cruauté en sus.

Nous sommes encore dans des contrées sous « climat » islamique, à l'ère de la criminalisation de l'apostasie, des châtements corporels, de la minoration de la femme, de la captation des consciences et de la discrimination fondée sur la base religieuse. Et cela au XXI^{ème} siècle, après en avoir « mangé » une décade et demie ! Or, on ne jauge le degré d'avancement éthique d'une société qu'à l'aune du sort des minorités en leur sein. Même si nous savons que, *in fine*, dans une société libre, laïque et démocratique, il n'y a de majorité qu'au Parlement et la « minorité » y est appelée opposition. Parce que le citoyen doit être appréhendé sous la voûte commune de la laïcité *in abstracto* de l'appartenance confessionnelle et des spécificités singulières...

Un corpus polémologique virulent a existé dans la tradition islamique classique. Il est le seul référentiel des groupes djihadistes. Il doit être totalement

proscrit. Il n'est plus suffisant d'énoncer qu'il faut savoir relativiser le texte à son contexte et ne pas l'utiliser comme un prétexte pour un nouveau contexte. Nous avons la responsabilité et le devoir de combattre la réactivation de tous les processus qui l'installent et l'érigent en commandements célestes. Il incombe aux dignitaires religieux, aux imams, aux muphtis et aux théologiens de décréter plus que son inconvenance, mais le reconnaître comme attentatoire à la dignité humaine et contraire à l'enseignement d'amour, de bonté et de miséricorde que recèle grandement la Tradition. Renouer surtout avec l'humanisme d'expression arabe qui a prévalu en contextes islamiques à travers l'histoire et le conjuguer avec toutes les sagesse et les conceptions philosophiques éclairées du progrès et de la civilisation. Il est consternant que cet humanisme soit oblitéré, complètement effacé des mémoires et totalement occulté. Les noms d'al-Asma'i, de Tawhidi, de Miskayawayh sont inconnus à cause d'une présentation de l'histoire atrophiée et mutilante. C'étaient eux et leurs émules qui avaient assis les fondements éthiques d'une civilisation impériale à l'architecture palatiale défiant l'éternité. Il est plus affligeant encore que, dans la régression terrible que nous connaissons, ces grands noms soient ignorés de leurs propres et lointains héritiers.

Savoir endiguer la déferlante extrémiste, ravalier le délabrement moral, guérir du malaise existentiel, en finir avec l'indigence intellectuelle et la déshérence culturelle. Aller vers l'universel. Ne pas s'arc-bouter sur les particularismes irrédentistes. Telle est la vision programmatique pour sortir de l'ornière dans laquelle nous nous débattons. L'extrémisme est le culte sans la culture ; le fondamentalisme est la croyance sans la connaissance ; l'intégrisme est la religiosité sans la spiritualité.

L'éducation, l'instruction, l'acquisition du savoir, la science et la connaissance sont les maîtres-mots combinés à la culture et l'ouverture sur le monde avec l'amour de la beauté et l'inclination pour les valeurs esthétiques afin de libérer les esprits de leurs prisons, élever les âmes, flatter les sens, polir les cœurs et les assainir de tous les germes du ressentiment et de la haine.

La relation triangulaire entre la démocratie, la religion et les droits de l'homme est centrale dans la pensée subversive qu'il faut élaborer. Elle est d'autant plus fondamentale qu'il faut savoir transgresser tous les tabous qui l'entravent et l'encombrent. Cette pensée héritière de l'*aufklärung* et des secondes Lumières dans le sillage des maîtres du soupçon aura à déconstruire tout un patrimoine sclérosé. Elle saura déplacer les études du « sacré » vers

d'autres horizons cognitifs et porteurs de sens. Le recours à la batterie de disciplines des sciences de l'homme et de la société ainsi que l'outillage intellectuel aiguisé pour les maîtriser constituent le mode opératoire qu'il faut adopter. L'université française et par-delà européenne, y contribuera grandement. Des instituts d'islamologie appliquée seront les lieux des études et des recherches pour une production savante assainie des scories d'une construction humaine sacralisée par ignorance et méconnaissance. L'herméneutique, la philologie, la paléographie, la sémiotique, la linguistique, la médiologie, la codicologie, l'historiographie, l'exégèse moderne concourent à l'intelligibilité de la foi mise à l'épreuve du temps. Ce n'est pas une raison de s'enfermer dans le patrimoine religieux lorsqu'il s'agit de produire du droit et d'établir la norme juridique. Une proposition d'émergence d'une « nouvelle » raison prendra en charge cette grande entreprise intellectuelle pour une sociologie de l'espérance et une eschatologie terrestre de la grandeur de l'homme. La raison émergente, chère à Mohammed Arkoun, saura allier à la fois les ressources inventives de la technoscience et de la nanotechnologie à l'invariant besoin de transcendance ainsi qu'à la soif inextinguible d'une spiritualité vivante. Il en résulte que la production du droit devient une émanation rationnelle des hommes s'appliquant aux hommes. C'est tout simplement la « déjuridicisation » de la révélation coranique qui est à mener avec intelligence et détermination. Le droit positif est à appréhender en étudiant ses fondements à la lumière de sa philosophie. Il est salutaire de ne pas donner aux quelques passages prescriptifs dits « législatifs » une valeur atemporelle et anhistorique, assurément inopérante et inappropriée.

La modernité est à ce tribut et elle ne pourra advenir que lorsque la théologie aura déblayé en amont une pensée de la liberté. Aussi le progrès sera-t-il la conséquence heureuse du passage opéré du tout théocratique au tout démocratique où l'impératif absolu du respect de la conscience humaine est non négociable. Il est le préalable à toute œuvre de démocratisation, à commencer par la liberté d'esprit au niveau individuel comme une révolution opérée dans les mentalités, avant de prétendre mener celle des nations entières. La dignité de l'homme réside dans son aptitude à répondre à l'appel transcendant en homme libre et conscient. Le libre choix politique va de pair avec le libre examen métaphysique. Comment peut-on s'imaginer un instant pouvoir contraindre par la coercition ou par la menace, croire imposer par la terreur et la violence ou même par un simple regard inquisiteur, à ce qui relève en

principe d'une adhésion personnelle spontanée, immédiate dans un acte libre d'un ego libre. Le pire des méfaits serait alors un crime de lèse-conscience.

Il est affligeant de constater que la moindre critique – au sens académique – du Texte ne peut être qu'impiété ! Le recours abusif à la criminalisation de l'hérésie comme une massue brisant tout argument contrariant est un scandale intolérable qu'il faut récuser avec force et condamner comme tel. Nous ne voulons plus réciter le commentaire du commentaire, en situant la dévotion dans l'abaissement de l'intelligence et dans l'imitation servile des pieux anciens. C'est en France que ce travail de refondation de la pensée théologique islamique pourra et devra être mené à bien. Ce ne sera pas à Ryad ni à Khartoum ni à Alger où les mosquées sont édifiées pour y enseigner la sainte ignorance. Les musulmans français et surtout les intellectuels parmi eux doivent fonder des sociétés savantes et amorcer la reconquête de l'esprit et l'instauration d'un nouvel humanisme.

Gageons qu'après cette terrible tragédie, il y aura un véritable éveil des consciences afin de conjurer les ombres maléfiques de l'intolérance et du rejet pour construire ensemble, chez nous, en France, une nation solidaire et fraternelle avec un engagement commun au service de la justice et de la paix. Notre nation est en devenir et elle a un avenir. Elle reconnaîtra tous ses enfants sans exclusive, sans ostracisme. Notre modèle de vie dans une société ouverte, libre et démocratique, respectueuse des options métaphysiques et garante des orientations spirituelles de ses membres, pourra être transmis ailleurs et devra inspirer davantage les sociétés majoritairement musulmanes. Pour peu, surtout, que les rapports internationaux ne soient plus empreints de *realpolitik* ni d'indignations sélectives, ni de complaisance vis-à-vis des autocrates, ni de compromission avec des États « intégristes ». Faisons de cet événement tragique un avènement spécifique : un moment historique, inaugural d'une ère promise d'entente et de paix entre les peuples et les nations.

Bien poser le problème pour le résoudre

Merci, M. Ghaleb Bencheikh. Nous avons écouté avec beaucoup de recueillement ce que vous nous avez dit jusqu'à l'exhortation finale à refuser la défaite de la pensée.

Nous sommes à un moment particulier, quelques mois après les attentats de janvier dernier à Paris. S'ils n'étaient pas les premiers, ils ont marqué l'imaginaire et donné lieu à une réponse d'une grande dignité de la part de la population qui s'est levée pour proclamer son attachement à une civilisation fondée sur la liberté, à la République.

Mais nous sentons bien que ce n'est qu'un moment. Nous sommes à la veille d'échéances électorales propices à tous les entraînements, à toutes les surenchères. Par conséquent le moment est venu de poser une parole tout à fait calme et sérieuse parce que le terrorisme n'a jamais été un problème vital pour les démocraties. C'est le problème du caillou dans la chaussure. Action directe en France, la Bande à Baader en Allemagne, les Brigades rouges en Italie, professaient des objectifs dans lesquels la classe ouvrière des pays concernés ne se reconnaissait pas du tout.

Je parlerai du terrorisme se disant djihadiste. Il faut en effet éviter d'employer des mots qu'on n'a pas soigneusement pesés parce que nous allons entrer dans un débat qui risque de nous conduire aux extrêmes si, d'avance, nous ne savons pas proportionner notre parole à l'objectif que nous visons.

Je suis frappé de voir que l'immense complexité dans l'espace et dans le temps du problème révélé par les attentats du mois de janvier n'est maîtrisée que par très peu de personnes.

Dans l'espace, il y a 1 600 millions de musulmans. Par conséquent ce problème très localisé, qui s'est passé à Paris, aurait pu se produire à Londres, à Copenhague, à Bruxelles ... partout où il y a un terreau possible pour la radicalisation. J'ai écouté Mme Kies nous dire que les 68 000 détenus étaient potentiellement radicalisables. Le problème est celui d'une image de l'avenir dans laquelle puissent aujourd'hui se projeter les jeunes en général, pas seulement ceux qui sont en prison, pas seulement les jeunes issus de

l'immigration, musulmans ou non, mais aussi ceux qui sont enracinés dans ce pays depuis des générations et des générations. Une société où l'on compte 25 % de jeunes chômeurs, où la précarité se mesure au fait que 85 % des contrats de travail sont des contrats à durée déterminée, ne va pas bien. Dans cette société, il est difficile de se projeter en avant. J'ajoute que la France se voulait exemplaire. Toute son histoire, elle a prétendu à une certaine originalité : elle n'est pas pour rien le pays de la Révolution française. Mais avant d'y arriver elle a eu une longue histoire. Et depuis la Révolution française, elle a toujours prétendu apporter son grain de sel. Un de mes collègues, Claude Cheysson, disait que « la France est l'embêteuse du monde ». Nous sommes assez loin aujourd'hui de cette définition. C'est peut-être dommage.

Plus rares encore sont ceux qui maîtrisent le problème dans le temps. Évidemment la France a été un pays colonisateur. Nous ne sommes pas sortis indemnes du colonialisme. Certes, au palmarès des horreurs coloniales, nous ne tenons pas la première marche du podium. La France ne fait pas partie des pays génocidaires. D'autres en furent que je n'énumérerai pas. Il y eut le colonialisme, il y eut ensuite la Guerre froide et la manière dont le monde musulman a été instrumenté et souvent manipulé dans le cadre de cette rivalité des blocs. Je crois que le funeste destin du nationalisme arabe a beaucoup à voir avec le fait qu'il apparaissait comme lié à l'URSS, ce qui en faisait un adversaire du point de vue des États-Unis, ce qui a conduit Washington à soutenir toutes les formes d'intégrisme qu'on a pu connaître, des Frères musulmans en Égypte, contre Nasser, jusqu'aux fondamentalistes du *Hezb-i-islami* de Gulbuddin Hekmatyar (HIG) en Afghanistan dans les années 1980. Ben Laden est lui-même le produit de ces spéculations politiques qui ont conduit à favoriser Al-Qaïda dont la signification est, je vous le rappelle, « La base ». « La base » a été longtemps tournée contre l'Union Soviétique avant de se retourner contre la main qui la nourrissait. Il faut avoir une petite idée de tout cela et d'un certain nombre d'ingérences dont beaucoup ont conduit à précipiter le chaos et non pas à ouvrir des chemins de progrès.

Je dis tout cela parce que j'ai connu différents stades de la politique française ; j'ai connu la fin de la période coloniale, j'ai connu la période ouverte par le Général de Gaulle, avec l'indépendance de l'Algérie et, ensuite, ce qu'on a appelé « la politique arabe de la France » qui consistait à favoriser dans le monde musulman ce qu'on pensait être des facteurs de modernité, en évitant de se mettre à la remorque de ce qui pouvait paraître comme relevant de la matrice de

l'obscurantisme. Les choses n'ont pas tourné exactement comme nous le souhaitons. Longtemps après que le Général de Gaulle s'est effacé, nous nous sommes trouvés mis à la remorque des États-Unis dans la première Guerre du Golfe. Jacques Chirac, qui connaissait l'Irak, a évité que nous nous fourvoyions dans la seconde. Un de ses propos me résonne encore à l'oreille : je l'avais rencontré en septembre 2002 pour le mettre en garde contre ce qui était en train de se préparer. Très au fait de la situation, il m'a dit : « Je ne connais pas de général sunnite qui pourrait prendre la place de Saddam Hussein ». Toute la suite de l'histoire du Proche et du Moyen-Orient se comprend à la lumière de cette deuxième Guerre du Golfe, que la première avait préparée et qui a abouti à déséquilibrer complètement le Moyen-Orient : l'Irak est passé dans l'orbite de l'Iran et, de l'assassinat de Rafik Hariri au retrait des troupes syriennes du Liban, aux révolutions arabes qui ont tourné comme vous le savez, l'enchaînement des faits nous conduit naturellement à la situation de chaos qui est celle du Proche et du Moyen-Orient, avec toutes les résolutions qu'a rappelées Ghaleb Bencheikh, qui sont restées lettre morte et, bien évidemment, le problème pendant qui est le problème israélo-palestinien, le problème des deux États. C'est une référence que nous rappelons de manière rituelle mais on voit bien que le problème n'avance pas. Tout cela crée le terreau d'un immense ressentiment, il faut le dire. Si on ne le dit pas on manque un aspect du problème. Ce n'est évidemment pas une excuse pour les comportements que nous avons vus, en particulier les actes terroristes, car le retard mis au règlement de la question palestinienne n'est pas imputable à la France qui a voté à l'ONU pour la reconnaissance d'un État palestinien. Même si la France a commis certaines erreurs, elle n'est pas principalement à l'origine du chaos actuel.

Quiconque a une responsabilité politique, si minime soit-elle, doit essayer de poser calmement le problème que nous avons à résoudre. J'ai dit que le terrorisme n'est pas un problème qu'une démocratie ne peut surmonter et, même s'il y a un terreau, ce problème peut aujourd'hui être résolu.

D'abord s'il y a une parole publique claire, qui s'adresse à tous les résidents français, qu'ils soient citoyens, quelle que soit leur origine, quelle que soit leur religion, ou qu'ils soient étrangers. Ce discours est assez simple. Quand la nation française, qui a précédé la République parce que « *la France vient du fond des âges* », disait le Général de Gaulle, quand donc elle s'est faite et est devenue

consciente d'elle-même, elle s'est proclamée souveraine, en 1789, dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. « *Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément* » (Art. 3.). La République ne fut proclamée que trois ans après. La France aurait pu connaître une évolution plus calme en optant pour une monarchie constitutionnelle, ce n'est pas ce qui s'est passé, pour différentes raisons qui tiennent essentiellement à la résistance des privilégiés et sur lesquelles je ne vais pas épiloguer. Nous sommes depuis ce moment-là une communauté de citoyens, c'est ainsi que se définit la nation française. Elle ne se définit pas par le droit du sang, nous ne sommes pas une communauté de souche, nous rejetons la thèse du *Volk*. Renan a très bien explicité tout cela dans une conférence célèbre prononcée le 11 mars 1882 à la Sorbonne : « *Qu'est-ce qu'une nation?* ». C'est un plébiscite de tous les jours, c'est une sorte de pacte de confiance qui est fait par les citoyens par rapport à l'avenir et naturellement par rapport au passé. Il y a « *la possession en commun d'un riche legs de souvenirs* » qu'évoque Renan mais il y aussi la part de l'oubli. On omet généralement de rappeler que, selon Renan, la France ne serait pas la France si des pans entiers de son passé n'avaient pas été passés par pertes et profits. On parle toujours de devoir de mémoire, il y aussi le devoir d'oublier. Il faut savoir évacuer définitivement certains épisodes, telle la guerre des Albigeois. Si nous en étions restés à la guerre des Albigeois, la France n'aurait jamais existé. Il se trouve que par chance après Philippe-Auguste il y eut Louis IX (Saint Louis), figure de concorde, de miséricorde, roi de justice aux yeux des Français, qui a mis le holà aux agissements des *Carpetbaggers* de l'époque qui, venus du Nord, croyaient pouvoir s'en donner à cœur joie dans le Midi de la France. Finalement, la France a surmonté cette épreuve et elle est devenue la France, avec les pays de langue d'oc et les pays de langue d'oïl. C'est un miracle à certains égards.

Je pense que par rapport à l'histoire du colonialisme il y a un recul qu'il faudra savoir prendre. Bien entendu on doit garder le souvenir de cette histoire et de l'oppression qu'a signifiée la colonisation. Il faut prendre conscience du passé mais de tout le passé, je le dis souvent quand je vais à Alger (je préside l'Association France-Algérie). D'aucuns demandent une « repentance », mais je pense que ce que l'on peut légitimement demander c'est la conscience, y compris – et peut-être même d'abord – celle de nos crimes. Mais il n'y a pas eu que nos crimes. À cet égard, je vous incite à lire le très beau livre de Jacques

Fournier, « *L'Algérie retrouvée* »⁸. Jacques Fournier est un « pied noir » qui a eu quelques quartiers en Algérie puisque sa famille s'y était implantée au milieu du XIX^{ème} siècle. Il porte un jugement à la fois rigoureux et équilibré sur cette Algérie où son père était médecin de colonisation.

L'intégration des jeunes nés de l'immigration a connu beaucoup de ratés, dit-on depuis très longtemps. Ces ratés sont-ils le fait de la République, comme je l'entends souvent soutenir ? Ne sont-ils pas plutôt la manifestation d'un défaut de République ? N'est-ce pas parce que la République n'a pas été capable de porter assez loin ses politiques économiques, ses politiques de l'emploi, ses politiques industrielles, ses politiques éducatives, ses politiques de promotion, ses politiques d'accès à la citoyenneté ? En tant que ministre de l'Intérieur, j'avais appelé à créer les commissions départementales d'accès à la citoyenneté (CODAC), transformées par M. Sarkozy, quand il m'a succédé, en COPEC (commissions pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté).

Le discours public doit partir de l'idée que la France n'est pas aujourd'hui bonne à jeter aux chiens. Nous sommes au début du XXI^{ème} siècle, si la France veut continuer son histoire, il lui faut aussi revoir le récit qu'elle en donne. Ce récit qui, au XIX^{ème} siècle, à travers Michelet, avait fait le pont entre l'Ancien régime et la Révolution, a été brisé au XX^{ème} siècle, par la Guerre de 1914-1918, par la dépression économique mais aussi morale et politique de l'Entre-deux guerres, par la division de la France face à Hitler – la plupart des élites pensant qu'il fallait faire la guerre à l'URSS et non à l'Allemagne nazie – de sorte que 1940 s'est produit à un moment où la France n'avait jamais été à ce point isolée, internationalement parlant. Le discours qu'on tient sur le XX^{ème} siècle n'a pas été revisité par une pensée lucide et claire. Le seul stratège que la France ait eu au XX^{ème} siècle était le Général de Gaulle qui avait « absorbé le problème » en disant que nous avons mené une guerre de trente ans (le propos avait été repris par Churchill) de 1914 à 1945, la Deuxième guerre mondiale n'ayant été à certains égards qu'une surenchère du pangermanisme sur la défaite de 1918. Ce n'était pas que cela : Hitler a introduit un facteur de discontinuité. Selon moi, cependant, si nous avons une lecture plus englobante, plus visionnaire de notre histoire, nous pourrions mieux surmonter ce moment de grand doute que la France a sur elle-même. La République, avec des concepts comme la laïcité et la

⁸ *L'Algérie retrouvée 1929-2014*, Jacques Fournier, éd. Bouchène, nov. 2014

citoyenneté, la cohérence qu'elle introduit à partir du rôle du citoyen éclairé par l'École et débattant librement dans un espace laïque, cette conception rigoureuse et exigeante n'est plus guère portée aujourd'hui. L'école est en première ligne mais trop souvent laissée à elle-même, sans vision d'ensemble, en proie à la *réformite* « pédagogue ». Les « hussards noirs de la République » nous manquent (c'est une autre histoire sur laquelle nous pourrions revenir en d'autres occasions).

Il me semble qu'il doit y avoir un discours qui soit le même à l'égard de la France et des Français, un discours à l'égard du monde musulman vis-à-vis duquel je ne me satisfais pas des positions qui sont adoptées aujourd'hui. Nous devons favoriser tout ce qui est facteur de progrès dans le monde musulman et aider à éteindre les foyers de ressentiment. C'est tout à fait fondamental. Je ne dis pas cela d'un point de vue idéaliste. Je pense qu'il n'y a de bonne politique qu'à partir des réalités. Mais il faut partir des réalités pour « *aller à l'idéal* »⁹, comme disait Jaurès, c'est-à-dire proposer quelque chose qui ait un sens. Il faut que la politique de la France ait un sens qui soit compris tant dans le monde musulman que chez nous, par tous. C'est de cette manière que nous aiderons certains jeunes à prendre conscience et à surmonter le malaise qui est le leur. Je ne veux pas seulement parler des jeunes issus de l'immigration car on constate aussi un grand malaise chez ceux que Farhad Khosrokhavar appelle les « petits blancs » qui se sentent déclassés, dépassés et qui fournissent leur contingent à la radicalisation.

Farid Abdelkrim nous a parlé de la forme qui emportait le fond (les barbes trapézoïdales etc.). Des Belfortains à qui je demandais « Êtes-vous contents de la place du marché telle que nous l'avons rénovée au faubourg des Vosges ? » me rétorquaient « Ah, ce serait formidable s'il y avait moins de femmes bâchées ! ». On peut comprendre leur réaction. Mais, dans certains villages où on ne rencontre ni « femme bâchée » ni même le moindre immigré, on vote massivement Front national. Le maire de Lamadeleine-Val-des-Anges¹⁰ a interrogé chacun de ses 43 électeurs. Ceux, majoritaires, qui s'apprétaient à

⁹ « *Le courage ... c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel* » ("Discours à la jeunesse" de Jean Jaurès, Albi, 1903)

¹⁰ Minuscule village du Territoire de Belfort : quelques maisons sur 652 ha de forêt au fond d'une vallée étroite entaillant le versant sud du massif des Vosges à environ 650 mètres d'altitude.

voter Front national, avançaient comme première raison les impôts, décidés par les « Parisiens ». « On en a marre d'avoir affaire à des énarques » ajoutaient-ils... Quels « énarques » ? (c'est moi qui ai inventé le mot...) Les fonctionnaires qui les reçoivent à la préfecture, fussent-ils guichetiers, sont pour eux des « énarques ». Autre raison avancée : les immigrés, les jeunes en particulier, qui les bousculent dans les files d'attente quand ils vont à Belfort (il n'y a pas d'immigrés à Lamadeleine-Val-des-Anges) sans que personne n'ose les rappeler à l'ordre. Ils évoquent aussi un sentiment d'insécurité et... l'assistanat, alors qu'eux-mêmes bénéficient souvent du RMI ou du RSA !

Nous devons essayer de comprendre la psychologie de gens qui se sentent déclassés et cernés par des problèmes qu'ils ne dominent pas du tout. Les « grands blancs » les méprisent et les jeunes issus de l'immigration les bousculent... Il est vrai que dans les quartiers règne une certaine peur, souvent irraisonnée. Les dizaines de jeunes appuyés contre les murs effraient les vieilles dames qui doivent passer devant eux pour aller faire leurs courses. Cela fait partie de « l'insécurité culturelle »¹¹, comme le dirait, à juste titre, Laurent Bouvet. On a tort de la négliger. Il y a aussi le problème des jeunes nés de l'immigration qui peuvent se sentir abandonnés et discriminés, encore qu'il y ait des exemples de réussite. Un Coulibaly, titulaire d'un diplôme professionnel, qui gagnait 2200 euros par mois, n'était pas un enfant abandonné par la République. Force est de constater qu'il y a une part essentielle d'idéologie dans le passage à l'acte terroriste. On ne peut pas se réfugier dans la culture de l'excuse et dans une espèce d'angélisme. Mais, en même temps, il faut essayer de pénétrer dans la psychologie qui anime ces jeunes, évoqués par Farid Abdelkrim, qui, saisis par la fascination de l'image, vont au-devant des balles en étendant les bras... Devançant cette attitude suicidaire, on voudrait leur prendre la main et leur expliquer qu'ils sont égarés sur un mauvais chemin. La République doit être capable de tenir un discours d'humanité qui d'ailleurs n'exclut pas la fermeté.

C'est cette unité nationale qu'il faudrait constituer pour que les gens apprennent à se faire confiance, pour qu'on ne ferme pas les portes devant ces jeunes et qu'ils aient la possibilité de surmonter leurs problèmes, y compris psychologiques.

¹¹ *L'Insécurité culturelle* Laurent Bouvet, éd. Fayard, janvier 2015.

J'ai essayé d'expliquer combien sont immenses les problèmes posés par la radicalisation, dans le temps et dans l'espace, et que ces problèmes touchent aussi la politique étrangère de la France, le discours que les politiques tiennent à l'égard des citoyens, à l'égard des jeunes, et enfin les chances que la société leur offre, les modèles que les médias leur proposent.

Tout cela est très compliqué.

Mais si la République est sûre d'elle, car les repères qu'elle offre sont solides, avec un peu de sang-froid, dans la longue durée ces problèmes peuvent être résolus. Non seulement je le crois mais je l'espère fortement parce qu'il me semble que la France a une culture républicaine, profonde, qu'on a vue se manifester au début de cette année, et qu'on peut faire fond sur cet attachement viscéral à la République qui n'est pas né d'hier. Le pire n'est pas sûr. Bien entendu, nous avons tous à l'esprit ce qui peut se produire mais je ne pense pas que le Front national arrivera au pouvoir en 2017. Néanmoins, la situation peut devenir absolument dramatique s'il n'y a pas un effort d'imagination, un effort de rénovation intellectuelle. Si nous ne voulons pas de la défaite de la pensée, il est temps que la pensée se réveille.

Merci.

Débat final

PIERRE CONESA

Ce panel a été composé justement par la diversité de la problématique. Une trajectoire individuelle, avec Farid Abdelkrim, une sociologue qui travaille sur un sujet particulièrement sensible qui attire l'intérêt médiatique, Ghaleb Bencheikh qui a une vision d'ensemble de la nécessaire réflexion qui doit se faire à l'intérieur de l'islam et en appelle à ses grands penseurs pour régénérer la situation... et moi qui ne suis qu'un modeste amateur, qui ne connais rien à la chose, si ce n'est la non-décision publique.

J'ai été très longtemps fonctionnaire et, en réalisant ce rapport, j'ai eu l'impression d'être devant un grand cimetière des éléphants. Établissant le relevé de toutes les idées qui avaient été lancées ces trente dernières années sans être jamais suivies d'effet, j'avais ce sentiment un peu désespéré que la

République était un moteur à explosion qui n'avancait que lorsqu'une explosion se produisait, comme c'est le cas en ce moment. Je crois que le débat est en train de s'installer d'une façon assez sérieuse, assez opposée, assez respectée, en entendant des gens qui ont des choses à dire. Ce n'est pas le discours de l'alarmisme qu'on a eu après le 11-septembre. Je ne sais pas si c'est un sentiment que vous partagez mais je suis plutôt rassuré par la façon dont aujourd'hui la République essaye d'affronter la question.

JACQUES WARIN

J'ai été ambassadeur à la FAO et au Conseil de l'Europe. Mais je ne vais pas parler uniquement des droits de l'homme.

Je voudrais revenir sur l'aspect international du problème qui nous occupe aujourd'hui, à savoir la lutte contre la radicalisation salafiste, en ciblant deux grands acteurs de la vie internationale. Je rejoins à ce propos ce qu'ont dit Pierre Conesa et Jean-Pierre Chevènement.

Deux grands acteurs sont responsables de la détérioration de la situation dans les banlieues françaises, dans les couches de la population d'origine maghrébine, ce sont l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe d'une part, Israël d'autre part.

Permettez-moi de rappeler une anecdote : Délégué aux affaires internationales du ministère de l'Industrie et de la Recherche en 1984, je m'étais rendu à un lunch somptueux à l'invitation de l'ambassadeur d'Arabie saoudite. Quelle ne fut pas ma surprise en découvrant les petites brochures, distribuées à tous les participants, dans lesquelles était exaltée, en arabe et en français, l'idéologie de l'Arabie saoudite ! On pouvait y lire, noir sur blanc, qu'il était bon pour la civilisation de couper les mains des voleurs et de lapider les femmes adultères. Indigné, j'avais déclaré à l'ambassadeur que le fait d'avoir ex-territorialisé les salons du Ritz ne lui permettait de faire de la propagande politico-religieuse. Et j'avais quitté la réception. Je crois avoir adressé au ministre de l'Industrie et de la Recherche une note qui n'avait pas fait beaucoup de bruit dans le Landernau. Depuis trente ans j'ai vu toutes les délégations françaises aller se prosterner devant les différents rois qui se sont succédé à Riyad. Cela n'avait pas commencé avec François Mitterrand, on se souvient qu'en 1974 Michel Jobert lui-même – paix à son âme ! – avait été faire la queue, avec beaucoup d'autres Occidentaux,

devant les maîtres saoudiens qui avaient alors le robinet du pétrole. Aujourd'hui ce n'est plus tellement le pétrole qui nous intéresse, nous avons heureusement d'autres sources d'énergie, mais les pétrodollars. Les monarchies du Golfe financent notamment les rares marchés d'armements que nous pouvons décrocher. Quand on arme le Liban ou l'Égypte, c'est principalement l'Arabie saoudite qui fournit le financement. Cela nous autorise-t-il à être aussi faibles devant la propagande éhontée que les salafistes font en France sous l'influence de l'Arabie saoudite et des monarchies du Golfe, notamment le Qatar ?

Ma deuxième cible est Israël. J'ai été scandalisé il y a huit mois par une déclaration de l'Élysée (heureusement il ne s'agissait pas du Quai d'Orsay) : Le 8 ou 9 juillet 2014, au moment où les Israéliens s'apprêtaient à lancer une énième campagne de représailles contre Gaza, l'Élysée a déclaré qu'Israël avait parfaitement le droit de se défendre et que c'était dans l'ordre des choses. La déclaration a été vaguement corrigée quelques jours plus tard mais elle avait fait son mal. Comment voulez-vous que tous ces Français d'origine maghrébine qui vivent dans des conditions souvent précaires dans les banlieues ne se sentent pas concernés par le déluge de fer et de feu qui tombe sur les camps palestiniens de Gaza ? Et on comprend très bien dans ces conditions que si des millions de Français ont pu crier « Je suis Charlie » le 11 janvier, il y a des centaines de milliers de Français d'origine maghrébine qui peuvent penser : « Je suis gazaoui ».

Comment accepter que la diplomatie française soit assez lâche pour permettre à Benjamin Netanyahu de venir faire sa campagne électorale en France au lendemain des attentats et proposer aux Juifs français d'émigrer en Israël ? Heureusement, la grande majorité des Juifs français lui ont répondu vertement à cette époque.

Où est le Général de Gaulle – Jean-Pierre Chevènement en parlait – qui, dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967, avait pu dire que le peuple d'Israël était un « *peuple d'élite, sûr de lui et dominateur* ». Qui oserait dire cela aujourd'hui ? Et comment ne pas se rendre compte que la dérive vers l'antisémitisme qu'on trouve dans les banlieues françaises provient principalement du conflit israélo-arabe. Ce que j'aimerais, c'est avoir une diplomatie française plus active, qui retrouve les accents du Général de Gaulle et qui défende, sinon les droits de l'homme, après tout le mot peut faire sourire, mais du moins les idéaux républicains qui ne sont conformes ni au salafisme ni au sionisme.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

J'aimerais dire un mot en réponse à ce que vient de dire Jacques Warin. Bien entendu, Jacques Warin et moi-même nous nous connaissons depuis très longtemps et nous partageons beaucoup d'options de politique étrangère, notamment sur le Proche et le Moyen-Orient, néanmoins, je pense qu'il ne faut jamais excuser un acte antisémite qui peut conduire à un meurtre particulièrement odieux comme dans l'affaire Ilan Halimi. Rien dans les conflits du Proche-Orient ne peut constituer une excuse pour des propos ou des comportements antisémites. Il faut maintenir cette barrière et je pense que Jacques Warin partage tout à fait ce point de vue.

PIERRE ABACH

Ma question s'adresse à M. Bencheik. Vous avez parlé de refondation.

Comment cette refondation pourrait-elle intervenir ? Où ça ? Par qui ? Dans quelles institutions ?

Vous avez dit que ce pourrait être l'objet de colloques et séminaires. Pensez-vous que l'université al-Azhar du Caire pourrait jouer un rôle sinon central au moins important dans la refondation de l'islam ?

GHALEB BENCHEIKH

Il faut se méfier d'al-Azhar. On ne peut pas indéfiniment gloser sur l'intrication du politique et du religieux en contextes islamiques et se réjouir qu'al-Azhar commence à tenir – sur ordre – un discours qui va dans le sens que nous souhaitons. Le fait que M. Al-Sissi demande au recteur de l'université al-Azhar de faire une déclaration qui va dans le sens que nous souhaitons ne me satisfait pas car selon le principe les politiques n'ont pas à dicter quoi que ce soit aux oulémas, même si cela a pu arriver à certains moments de l'histoire, y compris sous le calife Haroun al-Rachid. Je pourrais à ce propos vous raconter une anecdote avec Zoubeida. Mais ce n'est pas le lieu.

« Refondation » n'est pas « réforme ». Imaginons que quelqu'un a hérité de ses parents une maison séculaire construite en pierre de taille. Suite à un séisme ou à un déluge, cette maison est fissurée, ses fondations ébranlées. La raser pour construire autre chose à la place n'aurait pas de sens. Cet homme essaiera plutôt de la dé-construire (au sens de Derrida), récupérant chaque pierre de taille pour reconstruire une maison plus belle encore. Mais il va se rendre compte qu'il lui manque du matériau et il va en faire appel. *Mutatis mutandis* nous sommes dans la même situation. Nous reconstruisons à partir des idéaux de base qui ont soutenu une civilisation impériale, à l'architecture palatiale (l'Alcazar, l'Alhambra, Topkapi et le Taj Mahal, la Souleimania, qui défient l'éternité, en témoignent). Il y avait en effet ce fameux humanisme d'expression arabe en contextes islamiques. Je dis « d'expression arabe » parce qu'on était zoroastrien, on s'exprimait en arabe et, qu'on vécût en contexte islamique, qu'on fût chrétien ou juif, on se posait certaines questions métaphysiques et on n'a jamais été occis pour autant ! Le liant, le ciment, ce sont les sages, c'est l'humanisme qui appelle au remembrement de tant de sociétés disloquées, à la cohésion de sociétés fragmentées, y compris des peuples qui ahanent sous des servitudes renouvelées.

C'est en cela que consiste l'idée de la refondation. Ce n'est surtout pas l'idée de l'*ijtihad* (effort de réflexion cérébrale et mentale), mot de la même racine que *djihad* (guerre sainte). Il est curieux que la même racine donne deux sens totalement différents, cela montre que, de guerre sainte, le *djihad* a été dévoyé en violence sacrée et sacralisée.

Nous avons entendu la question de M. Warin à propos de « couper la main du voleur ». Si on reste dans les clôtures dogmatiques, dans les enfermements doctrinaux, si on ne veut pas dégeler les glaciations idéologiques, on va se livrer à ce fameux *ijtihad*, effort d'interprétation, de réflexion mentale. Ce faisant, on reste dans la ghettoïsation intellectuelle : « Un passage dans le Coran dit qu'il faut couper la main du voleur mais, après étude philologique, on découvre que le mot « couper » ne signifie pas tout à fait amputer puisque, dans un autre passage, il est dit à propos des femmes, dans l'histoire de Joseph, qu'elles se sont coupé la paume de la main... ». On va donc infliger une entaille au pauvre voleur, ça lui apprendra ! Si c'est à ce genre de réflexion qu'on veut aboutir, à al-Azhar ou ailleurs, on n'ira nulle part car on s'enferme dans la raison religieuse dont il faut sortir. Mais il n'est pas interdit pour al-Azhar de jouer ce rôle-là.

C'est une des plus vieilles universités au monde, après celle Al Quaraouiyine, de Fès... fondée par une femme !

GILLES CASANOVA

C'est ici, en France, que se produit cette radicalisation. Il n'est peut-être pas sans intérêt de regarder une phase précédente de radicalisation qui s'était déroulée pendant le quinquennat de Georges Pompidou, de 1969 à 1974, à un moment où le taux de chômage était très faible.

Dans un film intitulé « *Mourir à trente ans* » (documentaire sorti en 1982), Romain Goupil raconte comment le service d'ordre de la Ligue communiste commence à se radicaliser, comment ses membres rompent avec leur famille, se convainquent que la guerre révolutionnaire a déjà commencé et vont s'entraîner en forêt au maniement des armes. Les analogies sont nombreuses avec le comportement des radicalisés d'aujourd'hui.

Comment cette phase de radicalisation a-t-elle pris fin ?

D'abord, à la suite d'un meeting, en 1973, Raymond Marcellin présente en Conseil des ministres la dissolution de la Ligue communiste.

Trois jours plus tard, François Mitterrand organise un grand meeting au Cirque d'hiver pour protester contre la dissolution de la Ligue communiste, indiquant à ces jeunes révolutionnaires qu'il y a la possibilité de faire de la politique, de défendre leurs idées dans une société qui peut les entendre, dans une action collective et non terroriste.

C'est ce qui éteint cet embrasement.

Quelques mois plus tard, une phase identique de radicalisation se produira chez les maoïstes, avec la Nouvelle résistance populaire. Plusieurs centaines de militants entreront dans la clandestinité, s'entraîneront en forêt au maniement des armes ... reproduisant le même phénomène psycho-affectif.

Mais les dirigeants de la gauche prolétarienne, intelligemment, en concertation discrète avec l'État, vont inciter ces jeunes gens à travailler à la base, à aller en usine affronter les « révisionnistes » (c'est-à-dire le Parti communiste français de l'époque) et se dissoudre dans les masses, en coupant tout lien entre eux, pour les féconder de l'idée révolutionnaire. Grâce à cela, sur

les centaines de gens qui commençaient à s'entraîner aux armes n'a subsisté que le tout petit groupe d'Action directe que nous connaissons.

Mais nous sommes peut-être passés à côté d'un phénomène un peu comparable aux Brigades rouges italiennes, qui comptaient plusieurs milliers de personnes entraînées et engagées militairement. Nous avons évité une telle hypothèse grâce à la société française, grâce à l'État qui, à travers des services qui faisaient de la politique, de l'action discrète et de l'action publique, à travers le gouvernement, le ministère de l'Intérieur, dont la politique était plus habile qu'on ne le pensait alors, et à travers l'opposition de François Mitterrand, ont donné une autre perspective à ces gens.

Mais leur référence était le marxisme qui, même sous une version complètement appauvrie, avait une forme de logique, de cohérence et de rationalité.

Aujourd'hui, nous sommes en face d'une religion et le *credo quia absurdum* (je crois parce que c'est absurde), au cœur des religions du Livre, rend ces nouveaux radicalisés inaccessibles à toute rationalité. D'autre part les problèmes qui les motivent sont à l'échelle de la mondialisation et il est difficile, en France, de trouver une réponse qui les convainquent de leur capacité à agir ici et maintenant.

La difficulté est donc beaucoup plus grande. Toutefois, la société française, l'islam de France ont une certaine capacité à donner une forme de réponse, la réponse républicaine qui a été évoquée.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je ferai une réponse brève à la question de Gilles Casanova relative aux dérives terroristes auxquelles nous aurions échappé du fait de l'éminente sagesse des chefs de la Ligue communiste révolutionnaire et surtout, si j'ai bien compris, des maoïstes français.

Il m'est arrivé, dans ma jeunesse, de partager une choucroute avec des responsables de la Ligue communiste, bien que je fusse sur des positions très différentes des leurs. Je connais aussi ces inspecteurs généraux de l'éducation nationale qui étaient autrefois des leaders maoïstes. Un certain nombre de ces intrépides révolutionnaires se sont reconvertis comme apparatchiks socialistes à la fédération de Paris, d'autres sont devenus sénateurs, ministres etc.... Mais

l'idée qu'ils revendiquent comme un titre de gloire essentiel, comme service rendu à la République, d'avoir évité à la France par leur sagesse éminente une dérive terroriste qui eût été comparable à l'italienne, me fait rire ! J'exprime, les connaissant, mon plus profond scepticisme. Mais je ne suis pas un maître en science trotskiste ou dans l'interprétation de la pensée de Mao. Ça n'a jamais été mon Ecole.

GILLES CASANOVA

Je voulais seulement dire que, contrairement à la société italienne, la société française a réussi à arrêter le processus parce qu'elle a ouvert une perspective, et notamment parce que des hommes politiques qui n'étaient justement pas les dirigeants d'extrême gauche qu'évoque Jean-Pierre Chevènement, ont écrit « Changer la vie »¹²...

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Gilles, mais je n'ai pas cette prétention.

J'ajouterai un mot à ce qu'a dit M. Bencheikh sur la confrontation globale.

Je pense qu'il faut prendre garde à ne pas se laisser entraîner par les partisans d'un néo-califat terroriste qui voudrait rassembler tous les musulmans autour d'eux contre l'Occident et le reste du monde. Il ne faut pas se laisser entraîner dans cette mécanique – qui d'ailleurs répond parfaitement aux desseins d'une croisade fondamentaliste d'inspiration chrétienne ou autre – qui consisterait à exporter la démocratie jeffersonienne en pays musulman. Je pense que nous sommes en présence de deux visions totalitaires fanatiques qui se servent la soupe mutuellement.

¹² Jean-Pierre Chevènement fut l'auteur du programme du Parti Socialiste "Changer la vie" en 1972

PIERRE CONESA

À propos du problème de la refondation ou de la régénérescence de la pensée islamique, je rappellerai un projet assez ancien, proposé par Mohammed Arkoun, de création d'une faculté de théologie musulmane en France. Ce projet a connu des va-et-vient, des réexamens, des études. Mais le caractère visionnaire de la proposition était l'idée que ce travail de réexamen, de pensée critique ne pouvait se faire, paradoxalement, que dans un État laïque. Dans aucun des États du monde arabo-musulman des penseurs de la dimension de Voltaire, des penseurs des Lumières ou des grands penseurs de l'islam n'auraient eu aujourd'hui cette liberté de la régénérescence. Finalement, nous avons raté une occasion.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'était l'idée de Jacques Berque, qui me l'avait « vendue » il y a très longtemps et qui avait été évoquée lors de la consultation que j'avais ouverte en 1999. Didier Motchane, qui s'occupait de ces sujets et avait soutenu le projet de Mohammed Arkoun, avait lui-même proposé la création d'un institut d'études des sociétés musulmanes à l'INALCO. Le conseil d'administration de l'INALCO avait rejeté le projet. L'affaire a fini par atterrir à l'EHESS où Mme Valensi¹³ a été chargée de l'enterrer.

OUISA KIES

Je reviendrai sur la question de la refondation de l'islam. Créer des instituts prendrait quinze ou vingt ans... Or il y a urgence. Nous sommes face à des jeunes qui prétextent le religieux pour se faire entendre et passer à l'acte violent. La majorité d'entre eux ne maîtrisent pas l'arabe et connaissent mal l'islam.

¹³ Directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociale (EHESS), Lucette Valensi s'est consacrée à l'étude du Maghreb précolonial et aux relations entre Orient et Occident.

Pierre Conesa a parlé d'une bonne réaction de la classe politique et du gouvernement après les événements de janvier. Je pense pour ma part qu'on était trop dans l'émotion. Il est normal que les citoyens réagissent dans l'émotion, mais ce n'est pas du tout le rôle d'un politique d'instrumentaliser ces attentats monstrueux qui étaient d'ailleurs prévisibles.

La vraie question est de savoir pourquoi et comment des enfants de la République passent à l'acte, cela sans donner dans la victimisation. En effet, on voit bien que les départs en Syrie concernent aussi des jeunes de plus en plus nombreux issus des classes moyennes, voire supérieures. C'est une question de sens et de quête de sens qui n'a plus aucun lien avec la question de l'immigration. Ces jeunes ne croient plus du tout à la politique, à l'égalité, à la fraternité...

Farid Abdelkrim a dit que grâce à son engagement dans l'UOIF, une structure légale, il avait repris ses études. Pour certains, le retour à l'islam, la conversion, permet aussi de se réinsérer dans la société, là où a échoué la République et son école. Selon Olivier Roy, éminent chercheur spécialiste de l'islam, la seule offre aujourd'hui en Europe et en particulier en France est l'islam, non pas en tant que spiritualité mais comme moyen de l'anti-impérialisme, comme contre-pouvoir, pour lutter contre l'institution, contre la République ou contre l'Occident qui opprime.

Effectivement les questions géopolitiques sont fondamentales. La question israélo-palestinienne revient dans tous les entretiens que nous avons menés, en détention ou à l'extérieur. Après les départs en Afghanistan, il y avait déjà eu des départs au moment de la seconde guerre en Irak en 2003.

Ce ne sont absolument pas les imams, les aumôniers de prisons qui peuvent lutter contre la radicalisation. On peut travailler avec eux mais c'est un accompagnement global et social qui doit être mis en place à partir des services publics de l'État. L'exemple danois est tout à fait significatif puisque ce pays n'a vu qu'un seul départ en 2014, cela grâce à un travail de prévention, de retour à la scolarité, à l'insertion professionnelle et un accompagnement individuel, au cas par cas, avec, si besoin, une aide psychologique.

Cela fait vingt, voire trente ans qu'il y a des problèmes à l'école, dans les quartiers, auprès de la jeunesse. Quand d'anciens délinquants passent à des actes violents, ce n'est ni la faute des aumôniers, qui sont des bénévoles, ni celle du CFCM, créé il y a dix ans. Ce CFCM, qui n'est légitime ni chez les musulmans

modérés ni chez les plus radicaux, est aussi un outil d'instrumentalisation utilisé depuis longtemps par les institutions publiques.

Dans une République effectivement démocratique et laïque, on ne peut pas apporter une réponse religieuse à un problème qui n'est pas religieux.

FARID ABDELKRIM

J'ai passé trente ans dans le milieu associatif islamiste des Frères musulmans. Et j'ai appris lors de mon passage à la fac à pratiquer l'observation participante, sans omettre bien entendu d'appliquer en termes de méthodologie une forme de rupture objectivante. J'essaie donc d'avoir un regard très critique par rapport à mon parcours.

Aujourd'hui, il est important d'établir la hiérarchisation des responsabilités quant à ce qui est en train de se passer, par rapport à la radicalisation comme à d'autres questions. Cherchant ma place dans cette hiérarchisation, je me demande ce que je peux faire et je me rends compte des limites de mon action dans le temps et les compétences qui sont les miennes. En revanche, je suis capable de proposer des observations et certains diagnostics.

Nous avons contribué, au sein de la confrérie des Frères musulmans, à islamiser absolument tout : l'une des propositions du mouvement est en effet l'islam global qui organise tous les aspects de notre existence. L'islam est donc à la fois religion et Etat (*al-islām dīn wa dawla*). Cette conception des choses amène à tout islamiser. Je vous donne un exemple anecdotique qui en dit très long : *Al Iftar* désigne en arabe la rupture du jeûne du mois de ramadan, un moment de recueillement à la fin d'une journée de jeûne. En juillet 2013, une jeune femme, considérant que la France devenait fasciste, décida d'organiser un « *Iftar* antifasciste ». Je ne vois absolument pas le rapport entre les deux termes de cette expression... L'*Iftar* est ici utilisé pour sa capacité à mobiliser. Le mot « islam », le mot « *halal* », permettent de mobiliser là où se manifeste la crise du militantisme.

À propos du conflit israélo-arabe, j'ai donné l'été dernier à la mosquée de Nantes, où j'habite, une conférence intitulée : « Allah aurait-il oublié la Palestine ? ». Depuis soixante ans les musulmans lèvent les mains pour invoquer un Dieu qui, selon le Coran, « exauce l'appel de celui qui l'appelle quand il l'appelle ». Aux jeunes gens présents, je disais : « Ou bien Dieu est sourd ou bien

il vous a menti... il y a un problème ! ». « On n'y avait pas pensé... » répondaient-ils. Je suis musulman pratiquant, je pose des questions parce que je pense qu'une des manières d'amener un certain nombre de jeunes à sortir des situations dans lesquelles ils sont est de leur apprendre à s'interroger. Le dogmatisme de la majorité des orateurs fait que beaucoup s'imaginent que quiconque cite en langue arabe un verset du Coran et un *hadith* du Prophète est digne de confiance et que tout ce qui sort de sa bouche est vérité vraie.

J'évoque la question palestinienne parce que je crois qu'il y a un vrai problème chez les musulmans, en particulier chez les Maghrébins, avec les juifs. Au cours de la même conférence, je disais : « Vous êtes offusqués de savoir que 2 000 Palestiniens viennent de mourir. Or il y a un endroit sur cette planète où, entre 1996 et 2002, quatre millions de personnes ont trouvé la mort de manière absolument catastrophique. » . Aucun des jeunes présents n'a été capable de me dire qu'il s'agissait du Congo. Les morts congolais sont-ils moins importants que les morts palestiniens ? Je ne suis pas gazaoui, je ne suis pas palestinien, je suis français, je suis un être humain, et je considère que le fait d'islamiser une cause, en l'occurrence la cause palestinienne, entraîne l'adhésion du plus grand nombre, surtout quand les ennemis déclarés des Gazaoui sont des juifs. Je refuse d'évacuer cette question sous prétexte qu'elle pourrait blesser ou choquer. La question doit être posée. Si on ne fait pas l'effort d'essayer de savoir d'où vient ce problème qu'auraient les Maghrébins avec les juifs on ne résoudra rien. C'est pourquoi il me semble extrêmement important d'identifier ce qui pose problème avec les jeunes musulmans. En réalité, on ne s'adresse pas à eux. Comment faire redescendre tout cela ? Comment les échanges que nous avons ce soir peuvent-ils leur parvenir de manière audible ? Il faut être capable de parler le langage de ces jeunes et d'utiliser ce qu'ils croient être leur référence. À l'époque où je me suis converti à l'islam, mon seul repère était la mosquée de ma ville. Aujourd'hui, le jeune fidèle va à la mosquée mais il n'accorde aucun crédit à ce que raconte l'imam. Il a d'autres références, le monde auquel il est connecté est bien au-delà des murs de sa mosquée. Par conséquent, l'imam peut être un orateur hors pair, il peut avoir un discours républicain, un discours d'apaisement, cela n'a aucun effet. Aujourd'hui, dans ce monde « connecté », plus c'est loin dans l'espace et dans le temps, plus c'est arabe, plus c'est authentique dans l'esprit de beaucoup de jeunes. Plus c'est proche, plus c'est contemporain, plus c'est français et plus c'est considéré comme du « vendu ».

Ce sont ces questions qu'il faut essayer de régler. Vaste chantier que celui-là !

Je répondrai à la question de Pierre Conesa au sujet de la fameuse « refondation ».

Cent vingt théologiens, savants, érudits, intellectuels, ont répondu au pseudo-calife Ibrahim Al Baghdadi¹⁴ dans une lettre de trente-deux pages et vingt-quatre articles dénonçant l'inanité, l'insanité, du crime, de l'abomination totale qu'il est en train de commettre. Rappelant que le calife Abou Bakr a donné des directives selon lesquelles il ne faut pas couper les arbres, qu'il ne faut pas attenter à la vie des moines ... et que le calife Omar est entré à Jérusalem sans effusion de sang, ayant islamisé Damas sans coup férir, ils accusent Al Baghdadi d'avilir et de pervertir cette longue tradition fondée sur une éthique, même en cas de belligérance. J'ai déploré pour ma part que cette réflexion fût encore menée de l'intérieur de ce qu'on appelle les clôtures dogmatiques.

Où faut-il alors mener ce travail ? Ici, à Paris, à Londres... là où on peut le mener. Le programme *Corpus Coranicum* de Berlin, projet de recherche de l'Académie des sciences humaines de Berlin-Brandebourg qui a débuté en 2007, est un travail d'une grande densité intellectuelle et scientifique, conçu par des gens qui sont formés pour ça. C'est pourquoi nous avons besoin d'un institut d'islamologie appliquée en France. Et si nous étions un peu plus réactifs, le fond de 5 000 livres du regretté Mohammed Arkoun ne serait pas parti à l'université de Casablanca et aurait pu constituer un fonds de recherche pour un tel institut.

J'ai approuvé les propos de Ouisa Kies jusqu'au moment où elle a évoqué le Conseil français du culte ... « islamique », devrait-on dire (chez les puristes, « musulman » qualifie celui qui est doué de raison et animé de vie, *in fine* l'homme et la femme, ou un groupe d'hommes, une communauté, un peuple). Mais ceux qui ont dénommé le « machin » (au sens gaullien du terme) ne connaissaient pas ces subtilités et malheureusement on parle du Conseil français du culte musulman (CFCM). Puis Ouisa Kies a ajouté : nous sommes dans un État laïque et ça n'est pas à l'État de donner une réponse religieuse.

¹⁴ Un collectif de 126 érudits musulmans du monde entier a publié en septembre 2014 une « lettre ouverte au docteur Ibrahim Awad Al Badri, alias "Abou Bakr Al Baghdadi" », le chef autoproclamé de "l'État Islamique", réfutant point par point ses interprétations sanglantes des textes sacrés.

Je crois pour ma part que le CFCM a un péché originel, une tare congénitale, résultant de la manière dont il a été instauré, lors de ce que j'ai appelé « le conclave de Nainville-les-Roches » (décembre 2002). Tout ministre de l'Intérieur fait légitimement appel à des consultants pour le conseiller, l'éclairer sur un sujet qu'il souhaite mieux comprendre. Toutefois, le fait de réunir des consultants pour en faire aussitôt des opérateurs et des acteurs, en soi, pose problème. Mais nommer un bureau (président, secrétaire général, trésorier...) que l'on fait approuver par un vote *post eventum* – qui malheureusement ne va pas corroborer le dit-bureau que l'on impose quand même – est un procédé qui ne passerait même pas dans une république bananière. Et la même méthode est appliquée à l'issue du premier mandat ! Michèle Alliot-Marie met fin à cette situation en la remplaçant par un jeu à la Medvedev/Poutine où chacun est tour à tour président d'honneur et président en exercice.

Pendant ce temps, faute de prise en charge sociale, spirituelle, intellectuelle, psychologique, la jeunesse est livrée, comme des proies faciles, à des sermonnaires doctrinaires et à des idéologues. Les assises contre la radicalisation n'ont pas eu lieu, pas plus que les séminaires contre le fondamentalisme ni le moindre colloque de grande envergure sur ces sujets. On réalise qu'il faudrait en organiser un au mois d'avril parce que ceux qui siègent au CFCM n'ont ni l'envergure, ni la stature, ni la culture, ni la connaissance, ni le charisme d'être des rassembleurs. Et on ose continuer à parler de ce « machin » qui a signé sa faillite, sa démission et sa déficience. Je ne trouve pas normal qu'on continue à construire quelque chose autour de ce qui a montré sinon ses faillites, au moins ses limites.

Pourquoi est-ce en France que nous devons mener ce travail ?

D'abord parce qu'il y a eu un précédent, peu connu. Au XIX^{ème} siècle, paraissait une revue intitulée « *L'anse solide* »¹⁵, gagnée aux idées de séparation des deux ordres. Ceux qui y écrivaient s'étaient réjouis, s'étaient félicités de l'abolition du califat, regrettant même qu'elle eût été tardive. Il y eut même une controverse célèbre entre Afghani et Ernest Renan¹⁶. Afghani et ses

¹⁵ en arabe « *al Urwa-al Wuthka* » (le lien indissoluble, tiré du Coran), hebdomadaire créé par Afghani et Muhammad Abduh, dont le 1er numéro est paru le 13 mars 1884 et le 18e et dernier numéro le 17 octobre 1884.

¹⁶ Au printemps 1883, Ernest Renan avait prononcé à l'université de la Sorbonne une conférence sur l'islamisme et la science dans laquelle il s'était attaché à démontrer que la religion musulmane était, par son essence même, opposée au développement de la

continueurs n'ont pas été jusqu'au bout de leurs réformes et on leur reproche *a posteriori* d'avoir théorisé pour le salafisme en magnifiant cette période proche de la vie et du ministère apostolique du Prophète.

Nous pouvons mener ce travail ici parce qu'il n'y a pas – encore – d'interférences avec le pouvoir politique. En Arabie saoudite, où il n'y a aucune légitimité démocratique, on a trouvé dans les thèses wahhabites les fondements du pouvoir, par exemple : il vaut mieux obéir à un dirigeant, fût-il injuste, que de fomenter des troubles et des séditions qui vous vaudraient le feu de l'enfer.

Il se trouve que deux contemporains ont eu une trajectoire de vie qui se confond plus ou moins avec le XVIII^e siècle. L'un est né en 1703, mort en 1792, l'autre est plus jeune que lui de dix-neuf ans, ailleurs. Le premier¹⁷ n'a rien trouvé de mieux à produire que le livre sur les péchés, le livre sur les ablutions, un traité expliquant comment aller à la mosquée et un traité sur le monothéisme qui, à la rigueur, peut avoir sa pertinence. Son contemporain¹⁸ a écrit : « *La religion dans les limites de la raison* » et « *La critique de la raison pure* ». Le premier aurait pu voir ses idées circonscrites dans la péninsule arabique, voire enfouies dans le sable. Mais il se trouve que, malheureusement pour les musulmans et pour l'humanité, il y a eu des jonctions entre ces idées-là et les Frères musulmans, dès 1928, sous la forme d'une réaction, d'une contre-réforme à l'abolition du califat. Par la suite on s'en était emparé pour asseoir ce régime, cette monarchie, et les autres, en déficit total de légitimité démocratique.

science, et que le peuple arabe, par sa nature, n'aime ni les sciences métaphysiques, ni la philosophie. Afghani avait publié en français en date du 18 mai 1883, dans « Le journal des débats » une réponse à la conférence d'Ernest Renan, dans laquelle il avait affirmé que l'islam est compatible avec la science et qu'il y eut des esprits savants chez les musulmans, même arabes, et que seul l'état actuel de l'islam pouvait faire penser le contraire.

¹⁷ M. Bencheikh parle de Mohammad ibn Abdul-Wahab, érudit et prédicateur musulman, auteur notamment de *Adâb ul-Mashyî ilâ-s-Salât* (la façon dont il convient de se rendre à la prière), *Kitâb ul-Kabâ'ir* (le Livre des Péchés graves), *Kitâb ut-Tawhîd*, le Livre de l'Unité, écrit à Huraymalah, en Arabie.

¹⁸ M. Bencheikh parle d'Emmanuel Kant (1724-1804) et de ses ouvrages : « La Religion dans les limites de la simple raison » (*Die Religion innerhalb der Grenzen der blossen Vernunft*), écrit en 1793 et « La Critique de la raison pure » (*Kritik der reinen Vernunft*) publiée en 1781 et en 1787.

Je veux ajouter un point à ce que vous avez dit précédemment concernant le CFCM.

J'avais lancé en 1999 une consultation qui réunissait sept ou huit courants de « l'islam de France » afin qu'en France puisse s'épanouir un islam qui saurait se délivrer des enfermements dogmatiques, une idée qui me semble répondre à ce que vous souhaitez. Cette affaire avait assez bien démarré. Des petits groupes de travail s'étaient révélés très utiles, pour la construction des mosquées ou d'autres sujets pratiques. Le discours tenu à l'époque par les pouvoirs publics était : Il faut que vous vous mettiez d'accord pour qu'il y ait une instance représentative des musulmans de France, un islam de France.

Maurice Agulhon disait : « *La République ne reconnaît aucun culte mais elle en connaît trois* ». Le Jour de l'An, à l'Élysée, le Président de la République reçoit le président de la Conférence des évêques, le président de la Fédération protestante et le président du Consistoire central. Les musulmans, deuxième religion de France, ne sont pas là. Le président Chirac recevait le surlendemain le Recteur de la Mosquée de Paris. L'habitude s'était prise, avec les ministres Joxe et Pasqua, de désigner un interlocuteur. On avait créé le CORIF (Conseil de réflexion sur l'Islam de France). Mais tout cela était assez formel.

J'ai donc essayé de lancer une consultation dont il sortirait un jour quelque chose, par la vertu du libre débat.

Mon successeur immédiat décida de faire des élections. Comme il fallait un critère, il avait choisi la superficie des mosquées, ce qui avantageait beaucoup les anciennes friches industrielles transformées en vastes mosquées. En sortit une assemblée, nombreuse, que Monsieur Sarkozy, devenu ministre de l'Intérieur, avait en effet réunie au petit château de Nainville-les-Roches. On les avait enfermés jusqu'à ce que sortît la fumée blanche qui allait signaler l'élection non pas d'un pape musulman mais d'une autorité représentative de l'islam de France. On ne sait pas très bien ce qui s'est passé, vous nous l'avez décrit, on a vu Dalil Boubakeur sortir Président de ce CFCM. Mais après quelque temps il a bien fallu se résoudre à l'élection. Il y a eu Mohammed Moussaoui, président de l'UOIF, dont je revendique d'avoir accepté qu'il signe la déclaration de principes dont les signataires reconnaissaient tout, la laïcité, la séparation de l'Église et de l'État et même la liberté de changer de religion, légèrement camouflée derrière

une référence à la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ¹⁹. Finalement, les Frères musulmans ne se sont pas si mal comportés au niveau du verbe.

Mais aujourd'hui, là où nous en sommes, qu'est-ce qui empêche qu'une enceinte indépendante puisse se créer, qu'une initiative prenne forme ? Après tout, la légitimité se conquiert ! Je ne vais pas défendre outre-mesure le CFCM – ce n'est pas moi qui l'ai créé et je ne suis pour rien dans la torsion de poignet qui semble avoir été à l'origine de l'institution et de la composition de son premier bureau – mais il faudra bien trouver une issue. L'idée en elle-même n'est pas mauvaise, admettez qu'il faille un peu de temps pour arriver au point d'équilibre.

DANS LA SALLE

Mes questions s'adressent à Pierre Conesa :

Vous parlez de la nécessité de qualifier, de nommer l'ennemi. Les interventions militaires qu'on mène un peu partout en Afrique, depuis que Boko Haram s'est rallié à l'État islamique en Moyen-Orient, nous permettent-elles de qualifier un ennemi aussi diversifié ?

Ma deuxième question porte sur les interventions militaires qui aujourd'hui ne présentent pas de résultats et ont probablement participé à détériorer la région. Quelle réponse la France devrait-elle apporter qui ne soit pas seulement militaire mais d'abord politique puis militaire ?

¹⁹ La Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne , Titre I, Article 10 (*Liberté de pensée, de conscience et de religion*) dispose que « *Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.* »

Treize ans d'expérience militaire devraient nous avoir appris qu'on ne combat pas le terrorisme par des moyens militaires. Malheureusement, la bombe de 250 kilos qui tue un terroriste en fait naître cinquante. Gaza a reçu deux kilos de bombes par m², c'est dire que le territoire a été bombardé chaque jour. Donc, comme vous le voyez, cela ne fait que renforcer le terrorisme. Si ce constat était fait, nous aurions franchi un grand pas.

Reste à savoir dans quelle problématique politique nous voulons intervenir pour, éventuellement, définir une problématique de sortie de crise.

J'ai le sentiment qu'aujourd'hui l'islam est déchiré par une guerre de religions interne. Le terrorisme tue, à l'échelle mondiale, dix fois plus de musulmans que de non musulmans. Les pays les plus frappés sont l'Afghanistan, le Pakistan et l'Irak. Certes nous sommes directement concernés par les attentats perpétrés sur le territoire français mais nous devons essayer de regarder le phénomène dans sa totalité afin de tirer des conclusions de ses caractéristiques politiques. Aujourd'hui, la question de la résolution du terrorisme concerne d'abord les élites musulmanes puisque la population musulmane elle-même est frappée.

Que pouvons-nous faire ? Notre posture vertueuse de « chevalier blanc » apportant la résolution des crises par les moyens de la force est une aberration intellectuelle. Comment apparaître aujourd'hui dans la guerre en Irak comme le « chevalier blanc » qui va séparer l'État islamique de l'Arabie saoudite ? Pensez-vous que, lorsque l'action aérienne aura atteint ses limites, l'Arabie saoudite enverra des troupes pour défendre le régime chiite de Bagdad ? Si ce n'est pas le cas, à un moment ou un autre nous serons obligés de remettre des troupes. Nous sommes dans une mécanique qui nous entraîne, soit à poursuivre indéfiniment l'action militaire, soit à l'augmenter en espérant que cela finisse par payer.

Cet interventionnisme en forme de fer de lance est complètement contraire à une analyse politique de la crise. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas intervenir mais il faut une conditionnalité politique à l'intervention afin d'adapter les moyens militaires à la solution recherchée. Si on veut protéger les Kurdes, on protège les Kurdes, pour protéger les Yazidis, on peut créer des zones sécurisées, mais se poser en fer de lance d'une action signifie qu'on a désigné l'ennemi et la polarisation qui s'est faite sur l'État islamique lui a conféré un rôle extraordinairement plus important que celui que jouait Al-Qaïda jusque-là.

Finalement, c'est nous-mêmes qui avons fabriqué cet ennemi dans la hiérarchie des valeurs aujourd'hui.

La question prioritaire est celle de la Palestine. Il est inadmissible qu'au bout de 47 ans, en dépit des nombreuses résolutions votées et revotées à l'ONU, il n'y ait toujours pas d'État palestinien. Indépendamment de toute accusation d'antisémitisme ou d'antisionisme, ce problème frappe d'indignité la « communauté internationale ».

À la fin de la Seconde guerre mondiale on a inventé un concept formidable : « l'opinion publique internationale ». Quand on a besoin de qualifier une crise, il suffit de dire que « l'opinion publique internationale condamne... ». Régis Debray disait que « la résolution interdisant le survol aérien en Libye a été votée par 9 % de la population mondiale ». Cela veut dire que 91 % de la population mondiale s'en désintéressait, pouvait être contre, en tout cas s'était abstenue. Le fait que nous, « Occidentaux », nous considérons comme « l'opinion publique internationale » est un abus intellectuel qui nous amène à croire que nous sommes chargés de la police internationale. L'exemple cité de la crise du Congo est très caractéristique. Si nous étions motivés par le devoir de protéger, nous aurions commencé par protéger les Palestiniens, puis les Congolais et ensuite nous serions intervenus en Irak. Toute cette hiérarchie fait qu'on a une construction totalement artificielle de la vie internationale dans laquelle l'objet de la crise n'a aucune importance.

Il s'est passé à l'intérieur du Quai d'Orsay une transformation assez intéressante. À partir des années 1990, quand l'URSS nous a fait la mauvaise blague de disparaître, nous sommes entrés dans des opérations internationales (ONU, Somalie, etc.) et au Quai d'Orsay, la filière noble est devenue la filière « affaires stratégiques et politiques », c'est-à-dire les gens qui voient le monde à travers la règle et pas à travers l'objet. C'est ainsi qu'on s'adresse à l'Iran, pays de 3 000 ans de civilisation, comme à un enfant irresponsable, lui enjoignant d'appliquer le TNP sur le ton : « C'est nous qui sommes dépositaires des instruments du TNP, vous êtes en train de résister à la communauté internationale... ». On a beau dire à mes camarades du Quai d'Orsay : « Le groupe des 5 + 1 rassemble les pays qui ont soutenu l'Irak contre l'Iran dans une guerre où on a soutenu l'agresseur et mis sous embargo l'agressé. Pensez-vous que vous allez leur imposer les conditions de la sécurité en leur expliquant ce qu'ils doivent faire ? », intellectuellement ça ne pénètre pas. Quand on leur conseille de laisser faire les Brésiliens et les Turcs qui sont quand même moins

marqués que vous, ils rétorquent : « Les Turcs et les Brésiliens vont se faire rouler dans la farine ! ». De même qu'il y a des imams autoproclamés, nous avons nos super-intellectuels qui nous proclament « opinion publique internationale » !

Paradoxalement, on n'a jamais autant utilisé la force que depuis 1990. Au moins, la situation Est/Ouest avait l'avantage d'éviter la plupart du temps le recours à la force... Nous poursuivons une action militaire de colmatage : du Mali nous sommes passés au Sahel et on ne sait jusqu'où nous entraînera l'intervention en Irak. Nous sommes lancés comme une machine infernale qui foncerait dans un mur.

Je suis donc pour adapter l'action militaire à l'action politique et ne pas considérer que l'action militaire est une fin en soi.

Cela ne répond que partiellement et de manière pessimiste à votre question.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Maurice Thorez disait qu' « il faut savoir arrêter une grève », il faut aussi savoir arrêter une réunion... Nous allons donc en rester là.

Les échanges de ce soir ont fourni une riche matière pour la réflexion et pour un débat qui j'en suis sûr, rebondira.

Merci à vous tous et merci surtout aux intervenants

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?

APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FACE À LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Le Royaume-Uni et l'Europe ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « Le Choc des Empires » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.
- « **Vers "l'économie des besoins" »**, note de lecture de « *L'Economie des besoins – Une nouvelle approche du service public* », de **Jacques Fournier** (Odile Jacob, février 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en mai 2015